



MERCREDI 23 SEPTEMBRE 2020

Nous pouvons nous améliorer constamment si on avoue qu'on s'est trompé. Or, les gouvernements n'avoue JAMAIS qu'ils se sont trompés (sur le coronavirus en autre).

- ▶ **Juge fédéral : L'ordonnance de maintien à domicile de la Pennsylvanie est une atteinte aux droits de l'homme** (Ryan McMaken) p.1
- ▶ Les voitures électriques et les batteries de stockage d'énergie à l'échelle des services publics ne devraient pas se matérialiser (Alice Friedemann) p.6
- ▶ La crise de la dette s'accroît pour les économies pétrolières p.12
- ▶ Les stocks élevés de diesel pèsent sur les marchés du pétrole p.14
- ▶ Cette saison des ouragans bat des records de plus d'un siècle p.18
- ▶ Oxfam publie aujourd'hui un nouveau rapport, « Combattre les inégalités de CO2 » p.22
- ▶ Le marché de l'électricité est devenu fou ! (Michel Gay) p.23
- ▶ Interdire la publicité, c'est incontournable (Michel Sourrouille) p.25
- ▶ Patrick Reymond : COURRIER DE LECTEUR 21/09/2020 p.26

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ La dette mondiale explose à un Rythme EFFRAYANT ! p.31
- ▶ Cette bulle financière qui finira par exploser ! p.35
- ▶ Les banques centrales du monde entier n'ont pas seulement ouvert les robinets à billets, elles ont dû recourir à l'Helicopter Money p.36
- ▶ "Encore mieux que de jouer en bourse !" Le grand retour de la bulle des Tulipes... Cela devient complètement DINGUE ! p.36
- ▶ La fraude à 2 000 milliards de 5 grandes banques mondiales dont la JP Morgan et la Deutsche Bank (Charles Sannat) p.37
- ▶ « La peur du reconfinement et de la 2nde vague fait chuter les bourses ! » (Charles Sannat) p.40
- ▶ Il n'y a pas de reprise (Tuomas Malinen) p.42
- ▶ La priorité des priorités est de prendre conscience de notre situation (Maxime TANDONNET) p.48
- ▶ «Une autre épidémie nous guette, la vague de zombies!» (Jean-Pierre Robin) p.49
- ▶ Éditorial: Et ce qui devait arriver, arriva. État critique! (Bruno Bertez) p.50
- ▶ Humeur: Vous êtes rassurés? Moi j'ai les cheveux qui se dressent sur la tête. (Bruno Bertez) p.53
- ▶ Vous n'avez pas assez peur (Bruno Bertez) p.54
- ▶ L'inflation et le "socialisme allégé" ne sont que ce que veulent les milliardaires (Charles H. Smith) p.57
- ▶ Ça s'en va et ça revient (Bill Bonner) p.60

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

Juge fédéral : L'ordonnance de maintien à domicile de la Pennsylvanie est une atteinte aux droits de l'homme

[Jean-Pierre : qu'en serait-il pour les autres pays, dont le Canada, si ces confinements avaient aussi passé en cours suprême ?]



Un juge fédéral a déclaré lundi que les ordonnances de maintien à domicile et de fermeture forcée d'entreprises du gouverneur de Pennsylvanie, Tom Wolf, étaient inconstitutionnelles.

Le juge de district américain William Stickman IV de la Cour de district américaine pour le district ouest de la Pennsylvanie a déclaré que les ordonnances de Wolf violaient la Constitution de trois manières. Ils ont violé le droit à la liberté de réunion du Premier Amendement, et ils ont violé à la fois les clauses de procédure régulière et d'égalité de protection du Quatorzième Amendement.

En tant que décentraliste convaincu, je ne soutiens pas l'idée que les tribunaux fédéraux aient le pouvoir d'annuler les lois des États. Les tribunaux fédéraux ne devraient statuer que sur les lois fédérales, et les lois fédérales devraient être peu nombreuses et éloignées les unes des autres. Les lois des États sont l'affaire de la Cour suprême de l'État. Et si cette cour ne se prononce pas contre les décrets despotiques des agents du gouvernement, il appartient aux citoyens de cet État de refuser de s'y conformer et de rendre la vie très difficile et inconfortable aux politiciens de l'État jusqu'à ce qu'ils changent d'avis.

De plus, je ne suis pas sûr que la Cour suprême des États-Unis se rangera du côté de Stickman si cette affaire est portée devant la Cour suprême. Après tout, le juge Roberts a déjà fait savoir qu'il est tout à fait à l'aise avec les États qui violent les droits de l'homme fondamentaux, tant que cela est fait au nom de la "sécurité publique".

Mais quel que soit le sort final de cet arrêt, il est indéniable que l'arrêt Stickman offre un démantèlement assez convaincant et complet de l'ensemble ruineux, cynique et moralement répugnant de "lois" qui sont les restrictions de l'État en matière de covid-19.

La décision

Stickman commence par présenter sa décision en tirant quelques conclusions fondamentales et solides sur les droits en général. Il écrit :

Dans une situation d'urgence, même un public vigilant peut baisser la garde de ses libertés constitutionnelles pour découvrir que les libertés, une fois abandonnées, sont difficiles à récupérer et que les restrictions - bien qu'utiles face à une situation d'urgence - peuvent persister longtemps après que le danger immédiat soit passé.

Il est difficile de contester cela, non seulement en se basant sur la situation actuelle, mais aussi sur d'innombrables autres "crises" qui sont venues et reparties alors que les pouvoirs et prérogatives du régime se sont multipliés.

Stickman résume ensuite comment les décrets et les ordonnances de Pennsylvanie ont vu le jour. Le "processus" employé par le gouverneur Wolf et ses copains est étonnamment corrompu et méprisant pour le public, même pour un vieux cynique comme moi.

Comme le note Stickman, le "comité" que Wolf a réuni pour rédiger tous ses nouveaux décrets était essentiellement secret. Les membres n'étaient pas rendus publics, les réunions étaient secrètes et fermées au public, et aucun procès-verbal n'était rédigé. Stickman souligne également qu'aucun membre du groupe "ne possède de formation médicale ou n'est expert en matière de contrôle des infections".

Stickman a également un problème avec la permanence des décrets et des ordonnances. Le gouverneur et sa junte au pouvoir insistent sur le fait que leurs décrets sont permanents, et même si les ordonnances de séjour à domicile sont réduites, ces restrictions ne sont que "suspendues". La position par défaut est le verrouillage total. C'est-à-dire que, dans l'esprit du cadre Wolf, nous devons supposer que les ordres de rester à la maison sont la règle et que tout ce qui n'est pas un arrêt total est une exception. De plus, Stickman souligne que le régime n'a même pas de plan pour abandonner complètement ses pouvoirs d'urgence. Jamais. Le "réglage" le plus bas des ordres d'arrêt est néanmoins toujours un arrêt partiel. Le régime ne peut même pas envisager - et n'a prévu aucune voie légale - de revenir à une situation "normale". Il est compréhensible que Stickman considère cela comme un grand drapeau rouge.

Ainsi, ce que nous avons en Pennsylvanie est essentiellement un petit comité secret de décision qui se prend pour la nouvelle autorité permanente de Pennsylvanie pour une durée indéterminée. Il n'y a pas de date de fin, pas de processus public d'élaboration des règles, et pas de transparence du tout.

Il est clair que rien de tel n'a été observé dans aucun gouvernement d'État des États-Unis depuis le XVIIe siècle. L'idée que cela puisse être considéré comme constitutionnel selon n'importe quelle norme historique ou juridique établie devrait sembler absurde.

En outre, les restrictions imposées par la junte de Wolf sont sans précédent dans leur nature extrême. Stickman écrit :

Les éléments de séjour à domicile des ordonnances du défendeur étaient et sont inconstitutionnels. Les vastes mesures de confinement à l'échelle de la population sont une telle inversion dramatique du concept de liberté dans une société libre qu'elles sont presque présumées inconstitutionnelles, à moins que le gouvernement ne puisse vraiment démontrer qu'elles n'imposent pas plus de liberté qu'il n'est raisonnablement nécessaire pour atteindre un objectif gouvernemental important. La nature draconienne de l'immobilisation peut en effet rendre la barre très haute.

Stickman souligne également le caractère sans précédent des décrets. Bien que de nombreux partisans des ordres de rester à la maison aient tenté de prétendre qu'ils sont tous très similaires aux ordres de quarantaine pendant l'épidémie de 1918, le fait est que rien de tel qu'un ordre de rester à la maison n'a jamais été imposé aux États-Unis à cette époque ou à toute autre :

Jamais auparavant le gouvernement n'a exercé un pouvoir aussi vaste et immédiat sur chaque entreprise, propriétaire d'entreprise et employé. Jamais auparavant le gouvernement n'a pris une mesure directe qui a

entraîné la fermeture d'autant d'entreprises et la mise à l'écart d'autant d'employés et a rendu leur capacité à fonctionner, et à travailler, uniquement dépendante du pouvoir discrétionnaire du gouvernement.

Stickman note que les ordonnances de la Pennsylvanie n'ont rien à voir avec une "quarantaine" au sens juridique et historique du terme. Les ordres de quarantaine sont uniquement imposés "pour une durée égale à la plus longue période d'incubation habituelle de la maladie" et ne sont appliqués qu'aux personnes dont on sait qu'elles ont été exposées ou qu'elles présentent des symptômes.

Les ordonnances de séjour à domicile d'une durée indéterminée pendant des mois, note Stickman, n'ont rien à voir avec les quarantaines utilisées dans le passé et sont "sans précédent".

Le droit de se réunir

Stickman a estimé que les restrictions de la Pennsylvanie violaient les dispositions du Premier Amendement relatives à la liberté de réunion, en partie parce que les restrictions sont inutilement larges et ouvertes, sans date d'expiration. Les restrictions devaient rester en vigueur "jusqu'à nouvel ordre".

En outre, les restrictions sur les rassemblements publics ont été appliquées de manière sélective, apparemment en fonction des caprices politiques du gouverneur, qui a même assisté à des manifestations qui violaient ses propres ordres. Il n'y avait pas d'exception pour les manifestations, mais le gouverneur les autorisait quand cela lui convenait politiquement.

Les restrictions sont également aléatoires, autorisant les grands rassemblements s'ils ont lieu dans des magasins à grande surface, mais les rassemblements dans d'autres lieux, même à l'extérieur, sont interdits. Les règles semblent être ad hoc, appliquées de manière sélective, et opposent des obstacles excessifs et inutiles au droit bien établi de se réunir.

Pas de protection égale

Parmi les mesures sans précédent prises par le gouverneur Wolf figure la création de deux classes d'entreprises. Il y avait les entreprises "vitales" et les entreprises "non vitales". Stickman montre que la junte de Pennsylvanie n'a pu fournir aucune norme objective pour déterminer quelles entreprises appartiennent à une catégorie et lesquelles à une autre. De plus, de nombreuses entreprises considérées comme "non vitales" par les comités de Wolf vendent les mêmes produits que les entreprises "vitales". Ainsi, les restrictions n'ont rien fait pour mettre fin aux ventes de "produits non vitaux", mais ont seulement détourné les consommateurs des petites entreprises visées par le régime et les ont orientés vers les grandes surfaces.

L'effet n'a guère été autre que de favoriser les grandes entreprises tout en mettant en danger les petites entreprises. De plus, les catégories ont été modifiées au fil du temps, apparemment sur la base de rien d'autre que les caprices de Wolf et de ses alliés. Stickman note qu'il n'y a pas de précédent juridique pour de telles actions.

Stickman raconte comment les avocats du gouverneur ont admis que l'expression "qui maintient la vie" n'est "définie dans aucune loi ou règlement de Pennsylvanie". C'est juste quelque chose que les avocats de la fermeture ont inventé à la dernière minute. Sans aucune participation du public.

Les actions du régime à cet égard sont particulièrement répréhensibles, car elles violent le droit humain fondamental de chercher un emploi et de gagner sa vie. Stickman conclut que les ordres du gouverneur n'ont pas

fourni la justification nécessaire à un ordre qui piétinait le droit d'un résident à exercer un emploi dans le domaine de son choix. Stickman cite le juge William O. Douglas, qui a écrit :

Le droit au travail, je l'avais supposé, était la liberté la plus précieuse que l'homme possède. L'homme a en effet autant le droit de travailler qu'il a le droit de vivre, d'être libre, de posséder des biens.

Pas de procédure régulière

Le fait que le gouverneur et ses coconspirateurs se soient rencontrés en secret et n'aient pas permis un examen public de leurs réunions doit être considéré comme un indicateur du fait que la "procédure régulière" fait cruellement défaut dans la manière dont le gouverneur a géré ses pouvoirs d'urgence.

De même, Stickman note que l'État n'a offert aucune méthode fiable ou publique pour faire appel de sa décision de fermer une entreprise en particulier. Stickman conclut que l'ordre de fermer toutes les "entreprises non vitales" était si arbitraire dans sa création, sa portée et son administration qu'il a échappé au contrôle constitutionnel.

Comme dans de nombreux États, le "pouvoir d'urgence" saisi par le gouverneur revient à abolir les concepts fondamentaux de procédure régulière établis par des siècles de résistance politique aux abus de l'État. Le processus législatif, le contrôle public, les procédures de recours juridiques : tous ces éléments ont été établis pour permettre de contrôler les pouvoirs des régimes. Wolf et ses collaborateurs ont effectivement aboli tout cela.

L'immoralité des fermetures

En tant que juge, Stickman présente naturellement ici des arguments juridiques, en s'appuyant sur des précédents établis qui s'appuient eux-mêmes sur le texte de la Constitution elle-même.

Mais il est important de rappeler que les textes constitutionnels n'ont de valeur que s'ils sont au service de la protection des droits de l'homme et fournissent un cadre juridique et institutionnel pour ce faire.

La force de la décision de Stickman réside dans le fait qu'elle fournit un compte-rendu détaillé des nombreuses façons dont les ordonnances de maintien à domicile de la Pennsylvanie - comme des ordonnances similaires dans de nombreux autres États - violent les droits de l'homme fondamentaux.

Les êtres humains ont le droit de ne pas voir leurs biens effectivement saisis par l'État sans procédure régulière. Les êtres humains ont le droit de ne pas être pris pour cible par un petit groupe d'hommes politiques qui ont décidé qu'ils pouvaient faire ce qu'ils voulaient en cas d'urgence. Les êtres humains ont le droit de se réunir en groupes, que ce soit pour la pratique religieuse, pour le commerce ou pour s'opposer aux abus de l'État. Les êtres humains ont le droit de chercher du travail et d'être embauchés par tout employeur acceptable.

Alors que même les libéraux classiques les plus fervents pourraient concéder l'utilité de pouvoirs d'urgence strictement limités dans certaines circonstances extrêmes, nous sommes maintenant à six mois de ce que les politiciens ont prétendu être "deux semaines pour ralentir la propagation", sans en voir la fin. Ces ennemis des droits de l'homme - avec le soutien d'au moins une minorité importante de la population - ont tenté d'abolir tous les droits de l'homme "jusqu'à nouvel ordre" d'une manière absolument sans précédent dans l'histoire américaine.

Stickman a raison de dire que le verrouillage de la Pennsylvanie ne peut être défendu par quiconque prend les droits de l'homme au sérieux.

Ryan McMaken (@ryanmcmaken) est rédacteur en chef à l'Institut Mises. Envoyez-lui vos propositions d'articles pour le Mises Wire et The Austrian, mais lisez d'abord les directives pour les articles. Ryan est diplômé en économie et en sciences politiques de l'université du Colorado et a été économiste du logement pour l'État du Colorado. Il est l'auteur de *Commie Cowboys : The Bourgeoisie and the Nation-State in the Western Genre*.

Les voitures électriques et les batteries de stockage d'énergie à l'échelle des services publics ne devraient pas se matérialiser

Alice Friedemann Posté le 21 septembre 2020 par energyskeptic



Préface. Il est clair qu'il n'y a pas assez de minéraux et de métaux pour passer des combustibles fossiles aux véhicules électriques et au stockage des batteries à l'échelle industrielle, en raison des pics d'éléments critiques, des pics d'éléments du groupe du platine, des pics d'éléments précieux, des pics d'éléments des terres rares et de tout le reste.

Tout le jeu des minéraux est terminé une fois le pétrole épuisé, à l'exception peut-être d'un certain recyclage, puisque tous les minéraux et métaux utilisent le pétrole pour extraire, broyer, fondre, fabriquer et livrer les produits qui en sont issus.

Aujourd'hui encore, seuls les 5 % les plus importants peuvent s'offrir des véhicules électriques. Le troisième et dernier article explique pourquoi le prix des batteries n'a baissé qu'une seule fois et risque de remonter, mettant un jour les VE hors de portée de tous, sauf peut-être du 1%.

Le premier article indique la quantité de cobalt, de néodyme, de lithium et de cuivre dont le Royaume-Uni seul aurait besoin pour atteindre les objectifs fixés pour les voitures électriques à l'horizon 1050.

Le second article, tiré du magazine Science, souligne également l'immense quantité de minéraux nécessaires et la destruction écologique que représente leur obtention (les références contiennent les détails sordides des quantités et de la dévastation causée).

Alice Friedemann www.energyskeptic.com auteur de "When Trucks Stop Running : Énergie et avenir des transports", 2015, Springer, Barrières à la production de biocarburants à base d'algues, et "Crunch ! Whole

Grain Artisan Chips and Crackers". Podcasts : Collapse Chronicles, Derrick Jensen, Practical Prepping, KunstlerCast 253, KunstlerCast278, Peak Prosperity , XX2 report

Herrington, R., et al. 2019. D'éminents scientifiques ont défini le défi en matière de ressources pour atteindre le niveau d'émissions nettes zéro au Royaume-Uni d'ici 2050. Musée d'histoire naturelle, Londres.

Pour que le Royaume-Uni atteigne à lui seul les objectifs fixés pour les voitures électriques d'ici 2050, il faut une production deux fois supérieure à la production mondiale de cobalt, la quasi-totalité du néodyme, les trois quarts de la production mondiale de lithium et au moins la moitié de la production mondiale de cuivre. En outre, le réseau électrique britannique devrait augmenter de 20 % pour pouvoir recharger les voitures électriques. Le Royaume-Uni représente moins de 1 % de la population mondiale (0,87 %), il est donc évident que le monde entier ne peut pas passer de l'essence aux véhicules électriques.

Sovacool, B. K., et al. 2020. Des minéraux et des métaux durables pour un avenir à faible teneur en carbone. Science 367 : 30-33.

Les métaux et les minéraux, notamment le cobalt, le cuivre, le lithium, le cadmium et les éléments des terres rares (ETR) seront nécessaires pour les technologies telles que l'énergie solaire photovoltaïque, les batteries, les moteurs des véhicules électriques (VE), les éoliennes, les piles à combustible et les réacteurs nucléaires.

Entre 2015 et 2050, le stock mondial de VE doit passer de 1,2 million de voitures particulières légères à 965 millions de voitures particulières, la capacité de stockage des batteries doit passer de 0,5 gigawatt-heure (GWh) à 12 380 GWh, et la capacité photovoltaïque solaire installée doit passer de 223 GW à plus de 7100 GW (3). Les matériaux et les métaux demandés par une économie à faible émission de carbone seront immenses (un 2019). Une évaluation récente a conclu que la demande prévue pour 14 métaux - tels que le cuivre, le cobalt, le nickel et le lithium - essentiels à la fabrication d'énergie renouvelable, de VE, de piles à combustible et de technologies de stockage, augmentera considérablement au cours des prochaines décennies (Dominish 2019). Une autre étude a prévu une augmentation de la demande de matériaux entre 2015 et 2060 de 87 000 % pour les batteries des VE, de 1 000 % pour l'énergie éolienne et de 3 000 % pour les cellules solaires et le photovoltaïque. Bien qu'il ne s'agisse que de projections et qu'elles soient sujettes à l'incertitude, la Banque mondiale a déclaré de manière concise que "la transition vers une énergie propre sera fortement axée sur les minéraux" (BM 2018).

De nombreux minéraux et métaux nécessaires aux technologies à faible intensité de carbone sont considérés comme des "matières premières critiques" ou des "éléments technologiquement critiques", des termes destinés à rendre compte du fait qu'ils sont non seulement d'une importance stratégique ou économique, mais aussi plus exposés à un risque de pénurie d'approvisionnement ou de volatilité des prix (CE 2017).

En outre, l'exploitation minière a souvent de graves répercussions sur l'environnement et entraîne la dislocation des communautés. En outre, la production de métaux elle-même est une activité à forte intensité énergétique et difficile à décarboniser. L'exploitation minière du cuivre, nécessaire pour les fils et circuits électriques et les cellules solaires à couche mince, et celle du lithium, utilisé dans les batteries, ont été critiquées au Chili pour avoir épuisé les ressources locales en eaux souterraines dans le désert d'Atacama, détruit des écosystèmes fragiles et transformé des prairies et des lagunes en plaines salées. L'extraction, le broyage, le raffinage et la transformation du cadmium, un sous-produit de l'extraction du zinc, en composés pour les batteries

rechargeables au nickel-cadmium et les modules photovoltaïques à couche mince qui utilisent du tellure de cadmium (CdTe) ou des semi-conducteurs au sulfure de cadmium peuvent présenter des risques tels que la contamination des eaux souterraines ou des aliments ou l'exposition des travailleurs à des produits chimiques dangereux, en particulier dans les chaînes d'approvisionnement où l'exposition au cadmium élémentaire est la plus importante.

Les ETR, tels que le néodyme et le dysprosium, moins courant, sont nécessaires pour les aimants des générateurs électriques des éoliennes et les moteurs des VE, les barres de contrôle des réacteurs nucléaires et les catalyseurs fluides pour la fracturation des gaz de schiste. Mais l'extraction des ETR en Chine a entraîné une pollution chimique due au sulfate d'ammonium et au chlorure d'ammonium, ainsi qu'une pollution par les résidus qui menacent aujourd'hui les aquifères des nappes phréatiques rurales ainsi que les rivières et les cours d'eau. Plusieurs métaux destinés aux technologies vertes se trouvent en "compagnonnage" avec d'autres minerais à valeur différentielle et des chaînes d'approvisionnement non durables (Nassar 2015).

Références (les détails intéressants qui sont écumés ci-dessus)

- Dominish, E. et al. 2019. Approvisionnement responsable en minéraux pour les énergies renouvelables. Institut pour un avenir durable, Université de technologie, Sydney.
- CE. 2017. Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions sur la liste de 2017 des matières premières critiques pour l'UE. COM/2017/490, Commission européenne, Bruxelles.
- Nassar, N. T., et al. 2015. Les sous-produits métalliques sont technologiquement essentiels, mais leur approvisionnement est problématique. Progrès scientifiques. La complémentarité est la mesure dans laquelle un métal est obtenu en grande partie ou entièrement comme sous-produit d'un ou plusieurs métaux hôtes à partir de minerais géologiques. La dépendance de la disponibilité des métaux d'accompagnement par rapport à la production des métaux hôtes introduit une nouvelle facette du risque d'approvisionnement dans la technologie moderne. Nous avons évalué la compagnonnage pour 62 métaux et métalloïdes différents, et nous montrons que 61 % (38 sur 62) ont un compagnonnage supérieur à 50 %. Dix-huit de ces 38 métaux, dont des éléments technologiquement essentiels comme le germanium, le terbium et le dysprosium, sont en outre caractérisés par une production géopolitiquement concentrée et des taux de recyclage en fin de vie extrêmement faibles. C'est ce sous-ensemble de métaux compagnons, essentiels dans les technologies actuelles telles que l'électronique, l'énergie solaire, l'imagerie médicale, l'éclairage à faible consommation d'énergie et d'autres produits de pointe, qui pourrait être le plus menacé par des contraintes d'approvisionnement dans les décennies à venir.
- ONU. 2019. Perspectives des ressources mondiales 2019 : Les ressources naturelles pour l'avenir que nous voulons. Programme des Nations unies pour l'environnement, Nairobi www.resourcepanel.org/reports/global-resources-outlook.
- BM. 2018. Exploitation minière intelligente sur le plan climatique : Les minéraux pour l'action climatique. Banque mondiale. www.worldbank.org/en/topic/extractiveindustries/brief/climate-smart-mining-minerals-for-climate-action

Goehring, L. R., Rozencwajg, A.A. 2019. Les conséquences involontaires de la notation élevée. Goehring & Rozencwajg.

Nous pensons que ce qui suit aura un impact significatif sur l'adoption potentielle des véhicules électriques et de la production d'énergie renouvelable au cours de la prochaine décennie. Nos recherches indiquent que ni le VE ni l'énergie renouvelable ne peuvent être adoptés de manière significative sans une réduction supplémentaire importante du coût des batteries. Oui, les coûts des batteries ont chuté de façon spectaculaire au cours de la

dernière décennie, mais nous pensons que ces réductions de coûts étaient ponctuelles et qu'il sera pratiquement impossible de les répéter. D'autres réductions de coûts dépendront entièrement des progrès majeurs de la technologie des batteries, qui n'existent pas encore aujourd'hui.

Le problème majeur des énergies renouvelables est l'intermittence : le soleil ne brille pas toujours et le vent ne souffle pas toujours. Par conséquent, il est impossible pour les énergies renouvelables de fournir une énergie de base fiable à l'échelle sans stockage. Si les batteries peuvent fournir le tampon nécessaire pour surmonter le problème de l'intermittence, les coûts des énergies renouvelables et du stockage restent prohibitifs et non compétitifs.

De même, le bloc-batterie est devenu le facteur limitant l'adoption généralisée des VE. Les analystes estiment que le bloc de batteries d'un VE représente un tiers de son coût total. À moins que le VE n'atteigne la parité de coût avec le moteur à combustion, il ne sera pas adopté à grande échelle, à moins que le VE ne soit subventionné ou que le moteur à combustion interne ne soit interdit. La seule façon pour le VE de devenir compétitif est de réduire sensiblement le coût de la batterie. **De nombreux analystes pensent que les VE atteindront la parité des coûts une fois que les batteries lithium-ion pourront être produites à 100 dollars par kwh. Les coûts devront encore baisser pour permettre le stockage au niveau du réseau. Les partisans des batteries affirment que ces seuils sont à portée de main.** En 2012 encore, les batteries au lithium-ion coûtaient plus de 750 dollars par kWh. Bloomberg New Energy Finance estime que ces coûts ont maintenant baissé de 80 % pour atteindre 156 dollars par kWh en 2019. Les taureaux affirment que même si l'amélioration des coûts a ralenti de moitié, 100 dollars par kWh seront atteints d'ici trois à cinq ans. Bloomberg New Energy finance rapporte que par \$/kwh, le coût des batteries au lithium-ion a baissé comme suit : 707 \$ (2012), 663 \$ (2013), 588 \$ (2018), 381 \$ (2015), 293 \$ (2016), 219 \$ (2017), 180 \$ (2018), 156 \$ (2019).

Mais d'où viennent ces chiffres ? Les données sont difficiles à trouver. De nombreux commentateurs de la batterie ont parlé d'économies d'échelle, mais peu ont voulu donner des détails. Les fabricants de piles considèrent également que leur processus de fabrication est leur plus grand avantage concurrentiel et, par conséquent, peu d'entre eux donnent des informations ou des ventilations sur leur structure de coûts.

Grâce à nos recherches, nous sommes tombés sur un excellent livre détaillant les rouages internes de l'industrie des batteries. Dans Powerhouse, Steve LeVine (ma critique de ce livre pour 2015 est ici) explore les défis du développement des batteries lithium-ion. Il décrit également les travaux novateurs menés à l'Argonne National Laboratory, dans la banlieue de Chicago. Levine explique comment Argonne a maintenu des modèles de coûts méticuleux pour toutes les principales formulations de batteries au lithium-ion au fil du temps et a régulièrement publié ces modèles dans le domaine public.

Les modèles d'Argonne sont d'une valeur inestimable pour comprendre ce qui a causé la chute de 80 % du coût des batteries au cours des sept dernières années. Après une analyse minutieuse des données d'Argonne, nous pensons maintenant que les coûts ont baissé principalement grâce à une série d'améliorations ponctuelles. Au lieu de continuer à baisser matériellement (à la manière de la loi de Moore), nous pensons que la plus grande partie de la baisse des coûts du lithium-ion est maintenant derrière nous. Le premier passage de 600 dollars de 750 à 156 dollars par kWh a été relativement facile - le passage suivant de 56 dollars de 156 à 100 dollars sera extrêmement difficile. Si nous avons raison, les batteries au lithium-ion ne pourront pas atteindre le seuil d'adoption en masse dans les VE ou le stockage au niveau du réseau dans un avenir prévisible. Nous devons souligner que de nombreux experts en batteries reconnaissent en privé que la trajectoire de la dernière décennie n'est pas reproductible.

Quatre facteurs principaux expliquent la baisse des coûts des batteries au cours de la dernière décennie : l'utilisation accrue des usines, l'augmentation de la taille des batteries, les prix des produits chimiques et les améliorations de la chimie des batteries. À partir de 2008, l'industrie des batteries a construit une grande capacité de production de lithium-ion pour répondre à la hausse attendue de la demande. Si les prévisions de la demande se sont finalement avérées exactes, le calendrier était au départ beaucoup trop optimiste et, en 2010, l'usine de batteries moyenne ne fonctionnait plus qu'à 10 % d'utilisation. Le faible niveau de production a entraîné d'importantes inefficacités opérationnelles et des coûts unitaires artificiellement élevés. Argonne a publié une version de son modèle fin 2011 et nous l'avons utilisé comme point de départ de notre analyse. Le modèle Argonne suppose une installation de 100 000 paquets par an qui fonctionne à pleine capacité. La première chose que nous avons faite a été d'ajuster le modèle pour refléter une usine qui ne fonctionnait qu'à 10% d'utilisation. Le résultat a été un coût de 705 dollars par kwh, soit 5 % du coût des batteries indiqué par l'industrie des batteries pour 2012.

En utilisant cela comme base de référence, nous avons ajusté l'utilisation de l'usine à 100 % - le cas de base utilisé dans le modèle Argonne. Immédiatement, les coûts se sont effondrés de 50 %, passant de 705 dollars par kWh à 360 dollars. Ces résultats ont de profondes conséquences : près de 60 % des économies totales réalisées au cours de la dernière décennie sont dues à la simple augmentation des installations sous-utilisées. Les économies de coûts sont le résultat de l'amortissement des coûts fixes ou semi-fixes (tels que les biens d'équipement, le terrain et la main-d'œuvre) sur une plus grande quantité de batteries. Les usines de fabrication de batteries fonctionnent aujourd'hui presque à plein régime. À l'avenir, la demande supplémentaire sera satisfaite par la construction de nouvelles usines et non par une augmentation de l'utilisation. Par conséquent, le principal facteur de réduction des coûts au cours de la dernière décennie n'est pas reproductible.

La deuxième source de réduction des coûts est la taille de la batterie elle-même. En 2012, la batterie lithium-ion moyenne avait une capacité bien inférieure à celle d'aujourd'hui. Par exemple, la batterie de référence du modèle Argonne 2011 n'avait qu'une capacité de 11 kWh, contre 65 kWh dans l'édition la plus récente. Dans tout bloc de batterie, il y a des coûts importants qui ne sont encourus qu'une seule fois par batterie. Ces coûts comprennent les bornes des modules, les vannes de dégagement de gaz, les barres omnibus et les enveloppes des batteries ainsi que divers coûts d'intégration. En multipliant par cinq la capacité de la batterie, ces coûts uniques sont répartis sur un plus grand nombre de kilowatts-heures. Dans une batterie typique du millésime 2012, ces coûts représentent jusqu'à 20 % du coût total de la batterie. Comme la capacité a considérablement augmenté, nous estimons que ces coûts sont passés de 80 à 20 dollars par kwh-une réduction de 75%.

Nous pensons que ces réductions de coûts ne se répéteront pas à l'avenir. Il y a clairement un compromis entre la capacité, le coût unitaire et le coût total. Par exemple, une batterie de 2019 volts a une capacité de 65 kwh, ce qui correspond à une autonomie de 220 miles pour un VE. On estime qu'une telle batterie coûte 156 dollars par kwh ou 10 170 dollars par batterie. Si vous multipliez la capacité par six (comme entre 2012 et aujourd'hui), la batterie résultante aura une autonomie de près de 1 000 miles et un coût total de 50 000 dollars. Alors que son coût par kwh serait effectivement passé de 156 à 120 dollars, nous doutons qu'un consommateur soit prêt à supporter ces coûts supplémentaires pour une autonomie aussi ridiculement longue. Il est clair que la capacité de la batterie dépend de sa taille et nous pensons que les VE actuels sont proches de l'optimum.

Le troisième facteur de réduction des coûts au cours des dernières années a été le prix des produits chimiques. La "chimie" d'une batterie fait généralement référence au matériau actif utilisé dans la cathode de la batterie. Par exemple, Tesla utilise une batterie dite "LCA" dont la cathode est constituée d'un composé de lithium, de cobalt, de nickel et d'aluminium. Ce composé est acheté auprès d'une société de chimie spécialisée qui facture un prix basé sur le coût des matériaux sous-jacents et le coût de fabrication. Au cours des dernières années, le prix du composé a chuté de près de 50 % en raison de la baisse importante des coûts de fabrication. **Nos modèles**

suggèrent que ces économies de coûts ont une limite, car le coût des matières premières représente un pourcentage de plus en plus important du total. Par exemple, nous estimons que les coûts des matières premières représentaient 40 % du prix des produits chimiques en 2011. En 2018, la situation s'est inversée et les matières premières représentaient 60 % du prix total des produits chimiques. De plus, avec la reprise de la demande de piles, nous pensons que la demande de métaux risque de dépasser l'offre de cobalt et de nickel. Cela exercera une pression à la hausse sur le prix des produits chimiques de spécialité. Les spécialistes des batteries admettent que les prix des métaux pourraient poser problème à l'avenir. En janvier 2019, Tesla a annoncé un accord d'extraction de cobalt avec Glencore dans le but de garantir l'approvisionnement à long terme. Il est peu probable que ces pressions sur les coûts soient compensées par une baisse des coûts de fabrication, étant donné qu'ils représentent désormais une part de moins en moins importante du total. Dans l'ensemble, nous estimons que les prix des produits chimiques ont fait baisser le coût des batteries de 40 dollars par kWh entre 2011 et 2019, le reste des économies provenant des améliorations apportées à la batterie elle-même et au processus de fabrication. Après avoir pris en compte les facteurs de coûts mentionnés ci-dessus, nous pensons que ces améliorations supplémentaires ont permis de réaliser 100 dollars d'économies, soit moins de 20 % du total.

Notre analyse suggère que 80 % des économies de coûts réalisées ces dernières années proviennent de sources ponctuelles qui ne peuvent être répétées. Les Battery Bulls extrapolent les 20 % d'économies annuelles qui ont fait passer les prix de 705 à 157 dollars au cours des dernières années. Nous pensons qu'il est plus approprié de commencer par reculer les économies ponctuelles afin d'isoler les économies durables à l'avenir. Au lieu d'une baisse de 550 dollars, nous pensons que le prix des batteries a diminué de moins de 100 dollars par kWh au cours des sept dernières années, après ajustement en fonction de l'utilisation de l'usine, de la taille du pack et de la réduction des coûts des produits chimiques. Réductions d'échelle ponctuelles (343 \$), batteries plus grandes (60 \$), prix des produits chimiques (40 \$) et autres prix (106 \$) sur la base de modèles du Laboratoire national d'Argonne.

À la fin de l'année dernière, le Wall Street Journal a fait état d'une prise de bec entre Tesla et Panasonic concernant leur entreprise commune Gigafactory. Le problème tournait autour du prix, Panasonic affirmant qu'elle ne pouvait pas fonctionner de manière rentable aux niveaux actuels. La Gigafactory est la plus grande usine de fabrication de batteries au monde, elle fonctionne presque à plein régime et produit des batteries de très haute capacité. Cela suggère fortement que ses coûts devraient être parmi les plus bas du monde - et pourtant ils ne sont pas encore assez bas. Si notre analyse est correcte, il sera de plus en plus difficile pour les fabricants de batteries de continuer à réduire leurs coûts. Les gros titres de Panasonic ne sont peut-être qu'un début.

Related

[Peak Cobalt](#)

April 14, 2018

In "Elements: Critical"

[The periodic table limits battery development](#)

December 15, 2015

In "Electric Cars"

[Who Killed the Electric Car and more importantly, the Electric Truck?](#)

March 22, 2016

In "Automobiles"

La crise de la dette s'accroît pour les économies pétrolières

Par Irina Slav - 21 septembre 2020, OilPrice.com



Dubaï. Abou Dhabi. Bahreïn. Et, bien sûr, l'Arabie Saoudite. Cette année, les deux émirats ont émis de la dette pour la première fois depuis des années. Tout comme Bahreïn. L'Arabie Saoudite a intensifié l'émission de sa dette. Ces mouvements sont typiques des économies du Golfe dépendantes du pétrole. Quand tout va bien, l'argent circule. Lorsque les prix du pétrole s'effondrent, ils émettent de la dette pour continuer jusqu'à ce que les prix se redressent. Cette fois, il y a un problème. Personne ne sait si les prix vont se redresser.

En août, Abou Dhabi a annoncé des plans pour ce que Bloomberg a appelé l'obligation la plus longue jamais émise par un gouvernement du Golfe. La dette à 50 ans s'élevait à 5 milliards de dollars, et son émission a été achevée début septembre. L'obligation a été sursouscrite, preuve que l'émirat le plus riche continue à jouir d'une bonne réputation auprès des investisseurs.

Dubaï, un autre émirat, a déclaré qu'il se préparait à émettre une dette pour la première fois depuis 2014 à la fin du mois d'août. Malgré le fait que l'économie des EAU soit relativement diversifiée par rapport aux autres producteurs de pétrole du Golfe, elle a elle aussi subi un coup dur lors du dernier krach pétrolier et a dû reconstituer ses réserves de toute urgence. La semaine dernière, Dubaï a levé 2 milliards de dollars sur les marchés obligataires internationaux. Comme l'obligation d'Abu Dhabi, celle de Dubaï a été sursouscrite.

La sursouscription est certainement un bon signe. Elle signifie que les investisseurs ont confiance dans la solidité de l'émetteur de la dette. Mais les économies du Golfe peuvent-elles rester solides en émettant obligation après obligation, alors que les prix du pétrole devraient se redresser beaucoup plus lentement que prévu ? Ou bien cette crise pourrait-elle être la goutte d'eau qui fait déborder le vase et les pousse à entreprendre de véritables réformes ?

Aucune économie, et surtout pas celles qui dépendent d'une seule exportation pour la plupart de leurs recettes budgétaires, ne peut compter sur l'emprunt pour sa survie à long terme, et encore moins pour sa croissance. En fait, les perspectives de croissance des économies du Golfe s'assombrissent, a écrit Davide Barbuscia de Reuters dans une analyse récente de la région. Les gouvernements du Golfe font ce qu'ils ont toujours fait : réduire les dépenses publiques et emprunter. Mais cette fois, la crise est sans précédent et ces gouvernements pourraient se retrouver dans une situation difficile en attendant que les prix rebondissent.

Le problème est que les dépenses publiques sont le principal moteur de croissance des économies du Golfe, a écrit M. Barbuscia, citant l'économiste en chef de la Banque commerciale d'Abu Dhabi. Si les dépenses publiques diminuent, la consommation et, par conséquent, la croissance, diminueront également. C'est déjà le cas et, pire encore, cela se produit dans tous les secteurs.

Au début de ce mois, IHS Markit a déclaré, comme l'a cité Arabian Business, que l'activité du secteur privé non pétrolier en Arabie Saoudite et aux EAU était tombée en août en dessous de 50 - le chiffre qui sépare la croissance de la contraction. C'était après que cet indicateur ait enregistré une amélioration au cours du mois précédent, malgré des prix du pétrole toujours bas.

Selon le Fonds monétaire international, toutes les économies du Golfe - à l'exception du Qatar - devraient rester ou basculer dans des déficits budgétaires cette année. L'Arabie Saoudite, la plus grande économie de la région, est considérée comme la plus performante, avec un déficit de 11,4 % du PIB, et Oman comme la plus mauvaise, avec un déficit de 16,9 %. Les déficits, ça arrive. Ils n'ont rien d'extraordinaire. Ce qui est extraordinaire, c'est le manque de marge de manœuvre des gouvernements locaux. L'intérêt des investisseurs pour leurs nouvelles obligations a peut-être été fort, mais quelle est la probabilité qu'il reste fort pour d'autres émissions de dette si les prix continuent à osciller autour de 40 dollars le baril ? Ce prix est bien inférieur au seuil de rentabilité des économies du Golfe, même les plus faibles. Selon le FMI, le seuil de rentabilité de l'Arabie saoudite à lui seul est de 76,10 dollars le baril cette année. Il pourrait tomber à 66 dollars l'année prochaine, mais ce sera encore trop élevé pour être rassurant, Goldman prévoyant avec optimisme que le Brent atteindra 65 dollars le baril l'année prochaine.

Cette situation sans précédent, qui est peut-être un cruel rebondissement, étouffe les tentatives des économies du Golfe de diversifier leurs économies en s'éloignant du pétrole. C'est incroyablement évident en Arabie saoudite, qui avait l'objectif ambitieux de devenir une économie diversifiée d'ici 2030. Cependant, cet objectif devait être financé par l'argent des ventes de pétrole, et celles-ci se sont effondrées cette année alors que la pandémie se propageait dans le monde entier. Vision 2030 pourrait bien être sur son lit de mort, car le Royaume, qui est le plus grand producteur de pétrole du Moyen-Orient, est aux prises avec la baisse des revenus pétroliers qui a favorisé le triplement de la TVA, une forte réduction des dépenses publiques et la suppression des subventions de l'État aux fonctionnaires.

D'autres producteurs de pétrole du Golfe réduisent également les dépenses publiques, car c'est à peu près la seule chose qu'ils peuvent réduire, ainsi que les privilèges des citoyens, ce qui ne sera probablement pas une mesure populaire. Les réductions de dépenses et les prêts sont le nom du jeu du Golfe au milieu de la crise. Le risque de ce jeu est que si les prix ne se redressent pas rapidement, il pourrait se transformer en un cercle vicieux ou, plutôt, en une spirale vicieuse qui pourrait déstabiliser toute la région. Peut-être que ces économies ont besoin d'essayer un nouveau manuel, qui prescrit de véritables réformes économiques pour les rendre plus résistantes aux crises pétrolières.

Les stocks élevés de diesel pèsent sur les marchés du pétrole

Par Tsvetana Paraskova - 20 sept. 2020, OilPrice.com

[Jean-Pierre : ils pourraient vendre du sable et de la poussière... Cette fausse journaliste n'a pas compris que sans pétrole aucune économie ne peut fonctionner.]



Alors que l'attention du marché s'est surtout portée sur la rapidité avec laquelle la demande d'essence va se redresser, la baisse de l'activité économique et manufacturière dans toutes les régions du monde a entraîné une offre excédentaire de distillats, notamment de diesel, de gasoil et de carburéacteur. Confrontés à un effondrement sans précédent de la demande de carburéacteur dans le contexte de la pandémie, les raffineurs se sont efforcés de produire davantage d'autres distillats, dont les stocks ont atteint des niveaux jamais vus depuis des décennies.

La surabondance de diesel et d'autres distillats moyens est devenue si évidente ces dernières semaines que les négociants ont commencé à affréter des pétroliers pour stocker les carburants destinés à la vente à une date ultérieure.

Avec des stocks de distillats bien supérieurs aux moyennes quinquennales et une reprise de la demande mondiale de carburant qui s'essouffle, les raffineurs ne sont pas vraiment incités à traiter des volumes accrus car les marges de raffinage ont chuté avec la surabondance.

"La faiblesse persistante des marges de raffinage n'incite guère à stimuler les achats de brut", a déclaré cette semaine l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans son rapport mensuel phare sur le marché du pétrole.

La faiblesse de la demande de carburants continue de freiner toute hausse de prix supérieure à 40 dollars, malgré le fait que le tirage des stocks de brut américain cette semaine a fait grimper les prix. Toutefois, tout en signalant un prélèvement de 4,4 millions de barils de pétrole brut pour la semaine précédant le 11 septembre, l'Administration américaine de l'information sur l'énergie a également fait état d'une augmentation de 3,5 millions de barils de distillats pour la deuxième semaine de septembre, ces stocks restant supérieurs de plus de 20 % à la moyenne quinquennale, les voyages aériens étant toujours limités par les restrictions et les inquiétudes liées à la pandémie.

Les entrées de pétrole brut dans les raffineries américaines ont atteint 13,488 millions de bpj au cours de la semaine du 11 septembre, soit 19,3 % de moins que la même semaine l'année dernière. Les stocks de distillats ont gonflé à 179,3 millions de barils, soit une hausse de 31,2 % par rapport à l'année dernière.

Les stocks de distillats n'ont cessé d'augmenter, malgré le fait que les raffineurs ont transformé davantage de brut en essence au lieu de distillats moyens. Le rapport essence/distillat dans la gamme de produits est passé de 1,4 à 1 à la même époque l'année dernière à 1,7 à 1, selon les estimations du chroniqueur de Reuters John Kemp.

Les distillats moyens ont du mal à trouver des débouchés en raison de la faiblesse de la demande en dehors des États-Unis également. Une reprise de la demande de carburant plus lente que prévue dans le contexte de la crise économique et une consommation de carburant aviation encore faible et précaire ont fait grimper les stocks de distillats dans le monde entier à des sommets pluriannuels. Cela a entraîné des marges de raffinage désastreusement faibles dans toutes les régions du monde, décourageant les raffineurs de transformer des volumes accrus de brut en carburants.

Les marges de raffinage des produits autres que le kérosène s'effondrent également parce que les raffineurs sont désormais réticents à produire trop de carburant aviation avec une demande aussi faible, préférant fabriquer d'autres distillats.

Par exemple, les marges de raffinage du gasoil de Singapour ont plongé cette semaine à un niveau record, selon les estimations d'Argus, alors que l'offre a augmenté, les raffineurs cherchant à maximiser la production de gasoil plutôt que de carburéacteur.

Les stocks de distillats tels que le diesel et le gasoil sont inhabituellement élevés partout, de la côte américaine du Golfe du Mexique au centre d'échanges Amsterdam-Rotterdam-Anvers (ARA) en Europe.

L'un des signaux les plus forts d'une surabondance mondiale croissante de distillats est probablement l'intérêt accru des négociants pour la location de pétroliers afin de stocker du diesel comme stockage flottant, ont déclaré cette semaine à Bloomberg les propriétaires de pétroliers et les entreprises de traçage de pétroliers. Le stockage flottant de diesel et de carburéacteur est en augmentation en Europe du Nord-Ouest, avec le contango - dans lequel les prix pour une livraison à des dates ultérieures sont plus élevés que les prix du mois d'avant, ce qui indique généralement une offre excédentaire - qui s'élargit et il est logique que les négociants paient pour l'affrètement de pétroliers tout en réalisant des bénéfices lorsqu'ils vendent le produit plus tard.

Les estimations de Bloomberg montrent que le contango sur le marché du diesel est encore plus large que sur celui du pétrole brut, ce qui suggère que l'intérêt pour le stockage flottant des distillats pourrait être plus élevé que pour le brut.

Une reprise de la demande plus faible que prévu a fait baisser la consommation de distillats et entraîné une surabondance qui devrait continuer à faire baisser les prix du pétrole.

« Désormais, aucun endroit ni aucun d'entre nous n'est à l'abri du changement climatique »

Propos recueillis par Audrey Garric pour Le Monde le 22/09/20

[Jean-Pierre : Nunuche est médiocre. Je publie ce texte seulement parce qu'il est lui-même publié sur le site facebook de Jean-Marc Jancovici.]



LEMONDE.FR

« Désormais, aucun endroit ni aucun d'entre nous n'est à l'abri du changement climatique »

Selon le climatologue américain Michael E. Mann, les événements climatiques extrêmes se produisent plus tôt et avec une plus grande ampleur que ce que les modèles avaient prévu.

Incendies en Californie ou en Amazonie, multiplication des ouragans, chaleurs extrêmes, fonte de la banquise spectaculaire, débâcle des calottes glaciaires : les catastrophes climatiques se succèdent sans relâche. Le climatologue américain Michael E. Mann, directeur du Earth System Science Center de l'université de Pennsylvanie, décrypte cette « nouvelle normalité ».

Le dérèglement climatique est-il responsable de toutes les catastrophes qui se multiplient cette année, ou bien d'autres phénomènes jouent-ils également un rôle ?

Un phénomène connu appelé La Niña est en cours, et ces températures de surface anormalement fraîches dans le Pacifique équatorial facilitent la formation d'ouragans et de tempêtes dans l'Atlantique. Mais la variabilité naturelle du climat ne peut expliquer les extrêmes météorologiques et climatiques sans précédent auxquels nous assistons actuellement. Nous sommes témoins des effets du dérèglement climatique d'origine humaine, et ce n'est pas sorcier à comprendre : davantage d'humidité s'évapore dans l'atmosphère, d'une part en raison d'un océan plus chaud, ce qui aggrave les inondations dues aux tempêtes côtières, et d'autre part en raison de sols plus chauds, ce qui aggrave les sécheresses. Le réchauffement climatique entraîne des vagues de chaleur plus fréquentes et plus intenses. Or, si la chaleur et la sécheresse se combinent, les incendies de forêt s'intensifient.

Ainsi, la canicule qu'a connue le nord de l'Europe en 2018 a été rendue deux fois plus probable par le changement climatique. La probabilité qu'un ouragan comme Florence (catégorie 4) touche les Etats-Unis, toujours en 2018, a été multipliée par 50 en raison du réchauffement des océans. En 2019, Dorian, avec des vents qui ont frôlé 300 km/h, s'est avéré le cyclone le plus puissant de l'Atlantique à avoir touché terre (à égalité avec une autre tempête). Et fin août, Laura est devenue l'ouragan qui s'est intensifié le plus rapidement dans l'histoire avant de frapper la côte du golfe du Mexique. Nous faisons désormais face à un dérèglement climatique dangereux et il faut savoir jusqu'à quel point nous sommes prêts à le laisser s'aggraver.

Cette année enregistre-t-elle davantage d'événements climatiques intenses ?

Je dirais qu'elle est similaire à ce que nous avons vu à l'été 2018, avec des extrêmes météorologiques sans précédent dans l'hémisphère Nord. Il s'agit d'une nouvelle normalité. Désormais, aucun endroit ni aucun d'entre nous n'est à l'abri du changement climatique. Mais la situation va encore empirer si nous n'agissons pas. De grandes parties des tropiques et des régions subtropicales deviendront inhabitables d'ici à la fin du siècle si nous ne réduisons pas considérablement les émissions dans les décennies à venir.

Le climat se dérègle-t-il plus rapidement que ce que les derniers modèles scientifiques prévoient ?

Certains changements, comme le réchauffement de la planète (+ 1,1 °C par rapport à l'ère préindustrielle), sont tout à fait conformes aux prévisions des modèles. Mais d'autres impacts, comme la fonte des calottes glaciaires et l'élévation du niveau de la mer, ainsi que l'augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes (les feux de forêt, les super-tempêtes, les inondations, etc.), se produisent plus tôt et avec une plus grande ampleur que ce que les modèles avaient prévu. Les incendies de forêt en Californie et en Australie cette année ont par exemple été sans précédent en termes d'intensité et de dommages. Nous savons aussi que les projections futures pour ce type d'événements sont sous-estimées.

Les climatosceptiques aiment invoquer l'imperfection des modèles pour justifier l'inaction en matière de climat. Mais c'est tout le contraire : le climat réel est probablement plus dynamique que ce que nos modèles climatiques simplifiés peuvent rendre compte, ce qui signifie que les impacts du réchauffement sont davantage susceptibles d'être plus importants que ce que les modèles ont prévu. Cela nous rappelle que l'incertitude n'est pas de notre côté et que le coût de l'inaction est bien plus élevé que le coût de l'action.

De nombreux scientifiques jugent désormais que la trajectoire actuelle des émissions est moins dramatique que celle du scénario le plus pessimiste du GIEC (le RCP 8.5). Qu'en pensez-vous ?

D'autres travaux, que je trouve convaincants, montrent qu'en fait, nous sommes très proches de ce scénario pessimiste. Les critiques de ce scénario affirment que les émissions de CO₂ provenant des combustibles fossiles sont actuellement inférieures à celles supposées dans le RCP 8.5. Mais ils négligent le fait que l'amplification des « boucles de rétroaction » compense largement cette situation, comme par exemple les rejets massifs de CO₂ libéré dans l'atmosphère lors des mégafeux causés en Australie et dans l'ouest des Etats-Unis, qui aggravent le dérèglement climatique. Il est, à mon sens, tout à fait raisonnable de retenir la trajectoire du RCP 8.5 comme scénario catastrophe potentiel : les concentrations de CO₂ pourraient augmenter encore plus rapidement, étant donné les incertitudes quant à la réaction du cycle du carbone mondial au réchauffement en cours.

Jugez-vous que la Terre a atteint un point de non-retour ?

Il n'y a pas de « point de basculement » ou de « point de non-retour » unique. Plus nous brûlons de combustibles fossiles, plus nous réchauffons la planète et plus les impacts sont importants. Si nous arrêtons de brûler des combustibles fossiles maintenant, la température de la Terre se stabilisera d'ici quelques années. Certains dégâts sont déjà irrémediables et nous devons déjà nous adapter aux risques élevés provoqués par le réchauffement qui a eu lieu. Mais nous pouvons prévenir les pires impacts si nous agissons maintenant.

Croyez-vous qu'il soit encore possible de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C ?

Il n'est absolument pas trop tard pour limiter le réchauffement à 1,5 °C. Nos travaux montrent que c'est encore possible, à condition de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 7,5 % par an au cours de la prochaine décennie. Rien, dans la physique de la Terre, ne nous empêche d'y parvenir. Les seules véritables limites à l'heure actuelle sont la volonté politique. Si nous n'agissons pas dans les prochaines années, la possibilité de limiter le réchauffement à 1,5 °C pourrait bien disparaître. Mais même si c'était le cas, cela ne signifie pas que nous devons baisser les bras. Limiter le réchauffement à 2 °C permettra d'éviter des dommages bien plus importants que de laisser le réchauffement dépasser 2,5 °C. Et ainsi de suite pour 3 °C.

Que répondez-vous à Donald Trump qui estime que le climat va se refroidir et que les scientifiques ne peuvent pas prévoir le climat à venir ?

Donald Trump est un maelström d'ignorance, d'avidité et d'égoïsme. Plus largement, les principaux obstacles à la lutte contre le changement climatique aux Etats-Unis sont les efforts de certains « inactivistes » pour minimiser la menace, pour détourner l'attention des vraies solutions (arrêter de brûler des combustibles fossiles, changer de modèle agricole, etc.), pour rejeter la faute sur les individus plutôt que sur les pollueurs, pour diviser la communauté des militants pour le climat et même pour promouvoir la fatalité et le désespoir, ce qui peut être aussi handicapant que la négation pure et simple.

Malgré les efforts déployés par ces forces de l'inaction, je continue de conserver un optimisme prudent. Il y a plusieurs raisons à cela : le fait que les émissions mondiales de CO2 se sont stabilisées en 2019, en grande partie en raison de la transition des combustibles fossiles vers les énergies renouvelables à l'échelle mondiale ; le mouvement des jeunes pour le climat et le regain d'activisme en faveur du climat aux Etats-Unis et à l'étranger ; la résurgence d'une politique progressiste aux Etats-Unis ; et la prise de conscience, partout dans le monde, de la réalité de la crise climatique. Pour toutes ces raisons, je pense que nous relèverons collectivement le défi avant qu'il ne soit trop tard.

Michael E Mann est l'auteur de l'article sur la cross de hockey des températures :

<https://www.facebook.com/notes/jean-marc-jancovici/le-jour-de-la-terre-et-la-crosse-de-hockey-un-message-singulier/10156550059618191>

(publié par J-Pierre Dieterlen)

Cette saison des ouragans bat des records de plus d'un siècle

Météomédia Dimanche, 20 septembre 2020 à 19:46

Cette saison des ouragans est exceptionnelle. Neuf systèmes toucheront terre aux États-Unis, du jamais-vu depuis 1916. Et l'activité dans l'océan Atlantique atteint des sommets, avec trois systèmes tropicaux formés en moins de six heures.

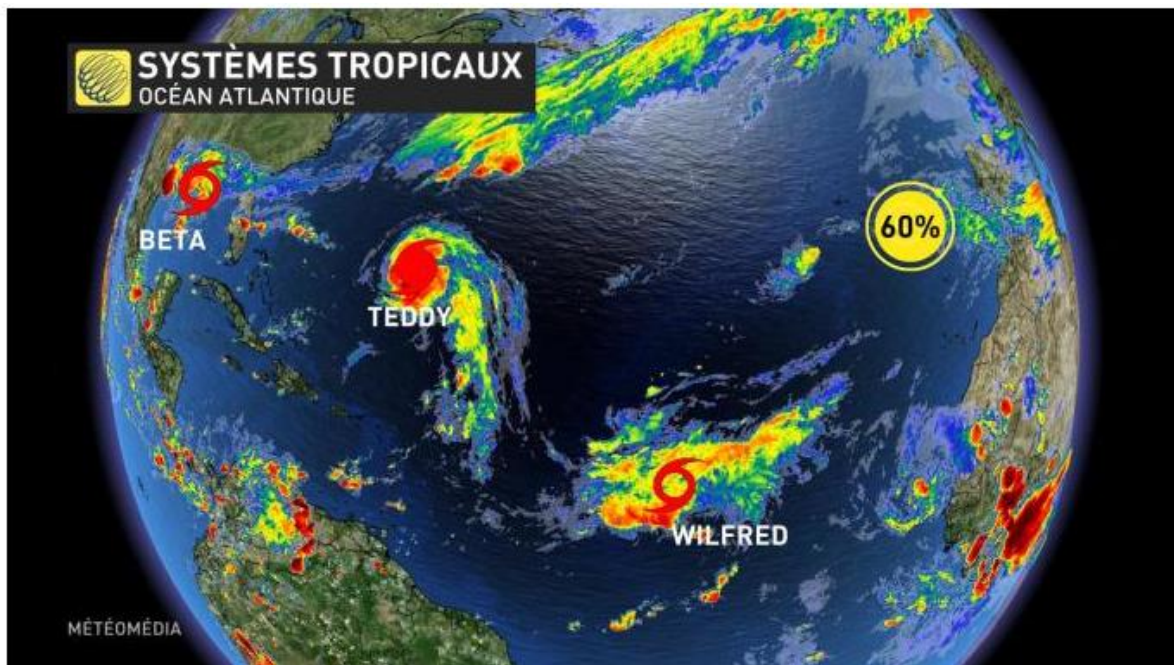
La saison des ouragans 2020 est décidément exceptionnelle. Elle n'est même pas encore terminée que déjà, on peut affirmer qu'elle est entrée dans les annales météorologiques internationales.

Depuis le début de la saison, l'hyperactivité tropicale bat tellement son plein que la majorité des tempêtes nommées se sont formées hâtivement.

À l'heure actuelle, trois systèmes tropicaux se déplacent dans l'Atlantique Nord, dont Teddy qui touchera le Canada d'ici quelques jours. Actuellement de catégorie deux, cet imposant système frappera les Maritimes de plein fouet.



La tempête tropicale Wilfred s'est formée au large des côtes africaines, le 18 septembre dernier. Elle est la 21^e tempête tropicale de la saison, et le 21^e nom le plus hâtif depuis le début de l'enregistrement des données. Il restera toutefois dans le milieu de l'océan, et ne gagnera pas en intensité.



Pour la deuxième fois depuis le début de la collecte des données, l'alphabet grec doit désormais être utilisé pour la nomination de nouveaux systèmes tropicaux.



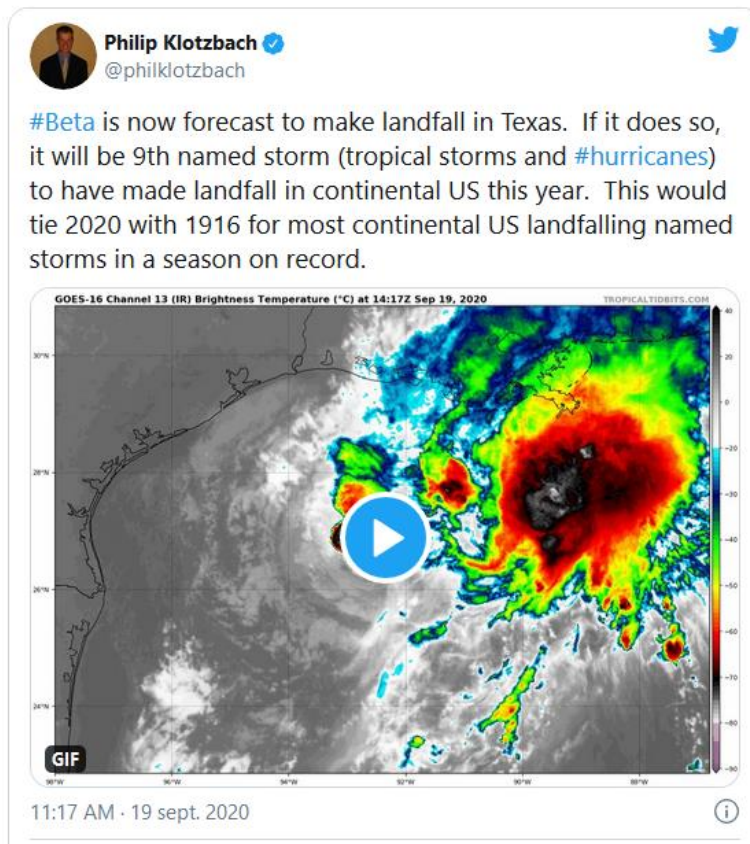
Rarissime : l'alphabet grec !

Alpha se trouvait très près des côtes portugaises lorsque la dépression subtropicale a gagné en intensité, au point de passer au grade de tempête nommée. Elle s'est toutefois évanouie rapidement. PUBLICITÉ

À peine deux heures après, **la tempête tropicale Bêta** a été nommée dans le golfe du Mexique.



Bêta devrait apporter des vents violents, une onde de tempête importante et des quantités de pluie significatives au Texas et en Louisiane et devrait toucher terre en début de semaine. Ce serait la neuvième tempête à le faire en une seule saison, propulsant ainsi 2020 dans le palmarès des plus actives depuis 1916.



Alors que nous pensions qu'il serait difficile de battre 2005, cette année est époustouflante. Les deux premières tempêtes nommées avec une lettre grecque cette saison se sont développées un mois plus tôt que lors de la dernière saison record, en 2005. La tempête tropicale Alpha s'était développée le 22 octobre 2005 et l'ouragan Bêta était devenu une tempête tropicale le 27 octobre 2005.

À moins qu'un ralentissement majeur dans l'hyperactivité tropicale ne survienne, ce qui ne semble pas se profiler à l'horizon, la saison 2020 risque assurément de battre l'année 2005.

Il y a d'ailleurs 60 % de chance qu'un nouveau système tropical se développe dans les 48 prochaines heures.

Combien de plus ?

Après le 18 septembre, une saison cyclonique moyenne produit entre cinq et six tempêtes nommées, dont trois ou quatre ont le potentiel de devenir des ouragans de première ou seconde catégorie, et un ou deux peuvent devenir des ouragans majeurs.

Par conséquent, une saison moyenne nous amènerait jusqu'à Êta ou Thêta dans la liste de l'alphabet grec avant la fin de cette saison, égalant ou battant le nombre record de tempêtes de la saison des ouragans 2005 (28 tempêtes, dont l'une n'a pas été nommée et ajoutée après analyse d'après-saison par le National Hurricane Center).

Or, cette année est loin d'être une saison « moyenne ». Si l'on utilise 2005 comme année de référence, après le 18 septembre, onze autres tempêtes s'étaient formées. Si cela se produit en 2020, cela nous mènerait jusqu'à la lettre grecque nu, soit plus de la moitié de l'alphabet grec.

Que se passerait-il si...

... Un ouragan majeur, au nom d'une lettre grecque, venait à être extrêmement meurtrier ou très coûteux ? Habituellement, lorsqu'un ouragan majeur est extrêmement destructeur, son nom est retiré de la liste de prénoms de systèmes tropicaux. C'est pour cela qu'il n'y aura, par exemple, plus jamais d'ouragan Katrina.

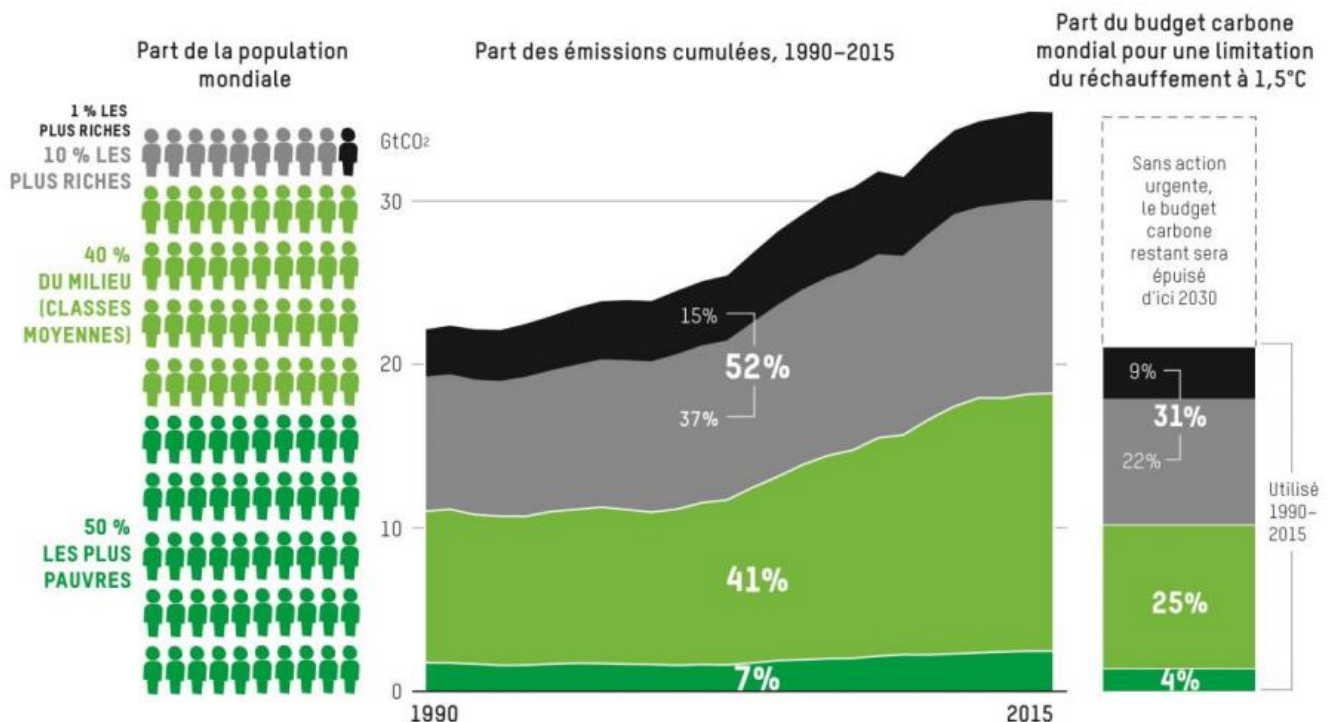
L'[Organisation mondiale de la météorologie](#) s'est posé la question, et a décidé que si cela venait à arriver, elle serait incluse dans la liste des noms retirés (avec l'année d'occurrence, le nombre de morts, les dommages causés, etc.), mais que la lettre en question continuerait d'être disponible pour une utilisation à l'avenir.

Depuis 1954, 89 noms ont été retirés et remplacés dans les six listes utilisées par l'Organisation mondiale de la météorologie.

Oxfam publie aujourd'hui un nouveau rapport, « Combattre les inégalités de CO2 »

<https://www.oxfamfrance.org/.../Resume-Rapport-Oxfam...> 22 septembre 2020

Figure 1 : Part des émissions cumulées et utilisation du budget carbone mondial pour limiter le réchauffement à 1,5 °C entre 1990 et 2015 par différents groupes de revenus mondiaux



Seuil de revenu par habitant-e en 2015 (PPA 2011) des 1 % les plus riches : 109 000 dollars ; 10 % les plus riches : 38 000 dollars ; 40 % du milieu (classes moyennes) : 6 000 dollars ; et 50 % les plus pauvres : moins de 6 000 dollars. Le budget carbone mondial en 1990 avait 33 % de chances de dépasser les 1,5°C : 1 250 Gt

« La Figure 1 illustre notre évaluation des émissions de CO2 associées à la consommation de différents groupes de revenus mondiaux au cours de cette période, ainsi que l'épuisement correspondant du budget carbone mondial visant à limiter le réchauffement à 1,5 °C [...]. Nous estimons qu'entre 1990 et 2015 :

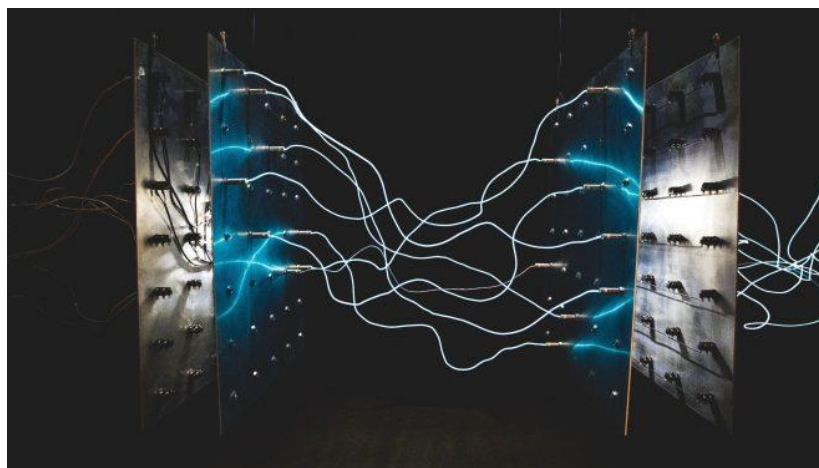
- les 10 % les plus riches de l'humanité (env. 630 millions de personnes) étaient à l'origine de 52 % des émissions cumulées, consommant près d'un tiers (31%) du budget carbone mondial ;
- les 1 % les plus riches (env. 63 millions de personnes) représentaient à eux seuls plus de 15 % des émissions cumulées et engloutissaient 9 % du budget carbone. C'est plus du double que les 50 % les plus pauvres (env. 3,1 milliards de personnes) ou plus que les émissions totales cumulées de l'ensemble des citoyen-ne-s de l'UE7 ;
- les 40 % de l'humanité se trouvant dans la classe moyenne mondiale (env. 2,5 milliards de personnes) étaient à l'origine de 41 % des émissions cumulées, et de 25 % du budget carbone, tandis que les 50 % les plus pauvres généraient seulement 7 % des émissions cumulées et consommaient seulement 4 % du budget. »

A lire sur franceinfo, « Climat : les 1% les plus riches émettent deux fois plus de gaz à effet de serre que la moitié la plus pauvre de la population » : <https://www.francetvinfo.fr/.../climat-les-1-les-plus...>

(Publié par Loïc Giaccone)

Le marché de l'électricité est devenu fou !

Par Michel Gay. 22 septembre 2020 Contrepoints.org



Aujourd'hui, pour le développement du système électrique, l'État est conseillé par des lobbyistes partisans qui, au lieu d'aider la décision des politiques, ont dévoyé le marché au détriment de l'intérêt général.

Le [marché de l'électricité](#) est devenu fou alors qu'il fonctionne bien pour les carburants. Ce dernier marché a orienté efficacement les investissements dans les domaines de la recherche pétrolière et des modernisations de raffineries. Les stations-services ont gagné de l'argent en vendant du carburant et Total a riposté via Total Access à la concurrence loyale des grandes surfaces, pour le plus grand bien du consommateur.

Aujourd'hui, pour le développement du système électrique, l'État est conseillé par des lobbyistes partisans qui, au lieu d'aider la décision des politiques, ont dévoyé le marché au détriment de l'intérêt général.

Subventions et effet d'aubaine

Total et Engie investissent aujourd'hui dans les renouvelables parce que l'État garantit de juteux prix d'achat hors marché. C'est une activité sans risques qu'adorent les industriels ou les négociants parasites chantres, par ailleurs, du libéralisme.

Ils font croire qu'il est possible de développer les renouvelables sans remplacer les centrales nucléaires afin de mieux se tourner vers le gaz. Un coup double, gagnant pour eux, qui aboutira à remplacer une partie de la production nucléaire par du gaz. Ils sont aussi partenaires dans la construction du nouveau gazoduc Nord Stream 2 qui reliera directement la Russie à l'Allemagne malgré les [menaces commerciales](#) des américains.

En investissant dans la construction de la centrale électrique au gaz (subventionnée) de Landivisiau et dans les champs gaziers de Yamal en Sibérie et [au large de l'Égypte](#), Total est prête à fournir de l'électricité à partir du gaz sur les ruines du nucléaire d'EDF.

Toutefois, Total, qui prétend devenir un opérateur électrique, ne prend aujourd'hui aucune responsabilité dans la sûreté du système électrique national. Cette entreprise fait des bénéfices en profitant des opportunités offertes par les royales subventions étatiques et les incohérences du système de vente de l'électricité.

Engie espère aussi que cette situation ubuesque se reproduira en Belgique qui a décidé d'arrêter les centrales nucléaires et de subventionner des centrales au gaz.

Greenpeace s'en réjouit parce que pour diminuer, voire arrêter le nucléaire, le gaz ([ou le charbon](#)) est nécessaire.

La bien-pensance écologiste dénonce les profits des traders financiers, mais elle paraît bien indulgente pour le libéralisme « subventionné » de l'électricité en Europe.

De l'intégration à la désintégration

La France est donc passée d'un système électrique intégré qui a été efficace avec EDF, à un pilotage politique sans cohérence dans la durée, dépendant des alliances et des modes, qui aboutira peu à peu à sa désintégration.

Il est temps que des économistes fassent le bilan de ces 20 ans de monstrueuses interactions du marché et des garanties d'achat des renouvelables. Le soi-disant libéralisme du marché électrique en Europe a engraisé des profiteurs au lieu de faire baisser les prix des clients.

Mais ce n'est pas le marché en lui-même qui dysfonctionne, c'est son application idéologique à la production d'électricité non stockable à l'échelle d'un pays. Le marché est perverti par les subventions massives et aveugles aux moyens des productions éoliennes et solaires intermittentes.

Partout dans le monde, la concurrence dans la production d'électricité a fait monter les prix.

Il est étonnant que face à ce phénomène observable et contraire à la doxa libérale des économistes ne se soient jamais penchés sérieusement sur l'explication de cette contradiction.

La concurrence dans la production d'électricité ne permet pas d'orienter et de financer les investissements indispensables dans les moyens pilotables de secours et de stockage qui seront indispensables. La France bénéficie encore pour l'instant de l'acquis des moyens pilotables existants qui masque le problème. Mais jusqu'à quand ?

Le marché de capacités ne changera pas non plus la donne. Son incitation financière est trop faible pour conduire à investir dans autre chose que dans les énergies renouvelables intermittentes grassement subventionnées et procurant des bénéfices faciles (souvent à deux chiffres) sans risque industriel.

Les délires de la Commission et du Parlement européens

La Présidente de la Commission européenne a annoncé le 17 septembre 2020 que l'objectif de réduction des émissions de CO2 pour 2030 devait croître de 40 % (objectif déjà fou de l'accord de Paris) à 55 % !

Entre 1990 et 2020 (en 30 ans), un objectif de réduction de 20 % avait été fixé, soit une moyenne de 0,7 % par an. Il a été difficilement atteint selon les pays.

Et maintenant, l'Europe prétend les réduire de 35 % en 10 ans, soit environ 3,5 % par an ! Ce qui représente un rythme 5 fois plus rapide. Il suffit d'y croire !

Le Haut conseil pour le Climat a indiqué que la réduction des émissions de CO2 de la France était de 0,9 % pour 2019. La réduction est de 20 % en 30 ans (1990-2020). Il reste donc seulement 10 ans avant 2030 pour atteindre les autres 20 % afin d'atteindre les 40 % de réduction décidés par la COP 21... Comment y arriver alors que les solutions les plus faciles et les moins coûteuses ont déjà été mises en œuvre ?

Aucune étude d'impact sociale ni industrielle sérieuse n'a été réalisée avant de fixer un tel objectif qui relève d'une politique « [au doigt mouillé](#) ». Et le Parlement européen réclamait... 60% sans avoir fait non plus la moindre étude préalable !

Ce même Parlement européen vient [de voter](#) en même temps des financements pour soutenir le gaz. Ce qui est totalement incohérent avec sa demande de réduction des émissions de CO2 de 60% d'ici 2030 !

Les députés européens croient peut-être que des moyens de production d'électricité au gaz sont construits pour seulement quelques mois ? Tant d'incompétence et d'amateurisme sont stupéfiants.

Même en tenant compte d'une récession durable du PIB due au COVID (souhaitée par certains ?), l'objectif de la COP 21 ne sera probablement pas tenu en 2030.

Il est plus facile de fantasmer en déclarant tout et son contraire, comme de vouloir réduire les émissions de gaz à effet de serre en [fermant les deux réacteurs nucléaires](#) de Fessenheim (qui n'en produisaient pas) et en subventionnant le gaz... Comprenez qui pourra !

Une gouvernance déclamatoire

Cette gouvernance déclamatoire croit qu'il suffit de fixer des objectifs irréalistes (pardon : « *ambitieux* »), y compris pour [la production d'hydrogène](#), pour qu'ils se réalisent. C'est irresponsable et fou : la réalité n'est pas une option !

La France et l'Europe s'acheminent donc vers un probable échec magistral et ruineux. Mais à ce moment-là, les « nains de jardin » qui ont détruit le marché de l'électricité en subventionnant abusivement les énergies renouvelables seront retournés au néant de l'anonymat dont ils n'auraient jamais dû sortir.

Il restera les citoyens qui en paieront les conséquences.

Nous vivons une époque formidable : la machine devient folle et la France accélère à la suite de l'Europe ! Et il [semble qu'agiter les bras](#) sur le bord du chemin pour tenter d'arrêter cette course folle du carrosse Europe ne fait qu'affoler encore plus les chevaux emballés !

Si aucune reprise en main ferme [de ce bazar](#) n'est entreprise, tout cela devrait bien finir...

Interdire la publicité, c'est incontournable

Interdire de publicité tous les produits les plus nocifs pour l'environnement et la santé publique, cela devrait aller de soi. Pas pour l'ARPP (Autorité de régulation professionnelle de la publicité) qui [montre son vrai visage](#). Elle considère les appels à la régulation (non professionnelle) comme de « nouvelles censures », dénonce de supposées « haines sociales » dont la publicité serait la cible, condamne l'organisation par une minorité d'une tyrannie morale de la « bien-pensance » qui mettrait en danger la démocratie et la liberté d'expression... Pourtant la liberté d'expression définie par les grands textes internationaux ne protège de l'intervention de l'État que le discours politique, religieux et journalistique. Selon une jurisprudence constante de la Cour européenne des droits de l'homme, la communication commerciale ne bénéficie pas de ce niveau de protection. OUI, la liberté du récepteur compte. OUI, certains produits autorisés au commerce peuvent être interdits de promotion publicitaire, ainsi déjà le tabac et l'alcool.



Une simple tribune dans LE MONDE constate qu'il est devenu urgent de réguler la publicité pour restreindre la toute puissance des annonceurs. Mais dans la **Sélection de la rédaction** du MONDE, on nous conseille de lire « la polémique sur le film « Mignonnes » », et *l'article le plus lu* du MONDE c'est « Covid 19 et mesures non contraignantes de Macron ». C'est bien la preuve que la publicité a fait le vide dans nos cerveaux pour nous inciter à boire du Coca Cola et à ne s'intéresser qu'à l'écume des jours... Publicitaires, consommateurs et médias, une alliance qui nous mène à notre perte.

COURRIER DE LECTEUR 21/09/2020

20 Septembre 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

"À Minneapolis, tous les élus sont des Démocrates, depuis le début des années 70 (sauf une écolo-gauche)... Bref, cela fait près d'un demi-siècle qu'ils contrôlent tout dans la ville, et aussi dans l'Etat du Minnesota. Cerise sur le gâteau, la police de Minneapolis est directement sous l'autorité du maire... Donc, le "racisme systémique" des policiers, les arrestations musclées, tout ça, c'est aussi sa responsabilité..."

"Prêts à tout pour sauver leurs jobs depuis qu'ils voient que tout commence à s'effondrer autour d'eux, les Démocrates de Minneapolis ont décidé de se faire passer pour des révolutionnaires, et de prendre des décisions "courageuses" et "progressistes", comme par exemple de supprimer la police (pour la remplacer par quoi ? Ils n'ont pas encore de réponse, mais ils sont certains d'en trouver une)."

"En attendant, ils pleurnichent parce que la criminalité a explosé, et la police ne fait plus rien. Les flics jeunes et compétents s'en vont, ils sont sûrs de trouver un job identique sous des cieux plus cléments, les autres restent en attendant la retraite. Le problème, c'est que dans la police ce sont les jeunes qui sont dynamiques et font l'essentiel de travail de terrain. C'est le principe de Pareto : 20% du personnel fait 80% du travail (et 20% du

personnel fait 80% des conneries... Derek Chauvin). J'en ai constaté la réalité pendant mes trente ans de Maison Poulaga."

Note patrickienne ; Dereck Chauvin n'avait, en 20 ans de carrière "que", 17 plaintes contre lui. Un bon cop aux USA, s'en ramasse facile 2.5/an. Après 20 ans de carrière, il aurait du s'en taper une bonne cinquantaine...

"Trois des conseillers municipaux qui ont voté la suppression de la police (qui doit encore être actée selon un processus assez long et compliqué, il faut modifier la charte de la ville) se font protéger par des sociétés privées, aux frais de la municipalité... Comme quoi, on peut être révolutionnaire tout en restant prudent pour soi-même."

Note Patrickienne : C'était, paraît il, pour les protéger des méchants nazis.

"Parmi ces trois conseillers municipaux, il y a la nommée Lisa Bender, qui a osé dire à la télévision qu'être protégé contre les cambrioleurs, c'était un "privilège blanc". Lisa Bender est blanche, et elle est protégée par une société privée, donc elle sait de quoi elle parle."

"Précisons que Lisa Bender n'est pas un conseiller municipal ordinaire, elle est la présidente du conseil municipal de Minneapolis. C'est la plus intelligente du lot ? Ça fait peur."

Ce que j'en conclus :

1. La cause profonde du bordel ambiant aux USA, c'est la chute de l'économie, qu'il est difficile d'ignorer depuis l'an dernier. Les émeutes, les décisions politiques absurdes (confinement, démantèlement de la police, etc) ne font qu'aggraver la crise économique, donc, sauf changement de cap bien improbable (il faudrait l'élection à la Maison Blanche d'un surdoué ayant à la fois du charisme et de la poigne), le bordel aura tendance à croître de mois en mois. J'écarte l'hypothèse d'une amélioration de l'économie en 2021, tout indique que ce ne sera pas le cas.

2. Dans un pays multiracial comme les USA, lorsque les pauvres commencent à se rebiffer (aussi bien les vrais pauvres que les fils et filles à papa qui se rendent compte que leurs diplômes de sociologie ne leur offrent que des débouchés de vendeurs de pizzas), ceux qui sont aux manettes ont comme premier réflexe de tout mettre sur le dos des classes moyennes blanches, qui ont la même couleur de peau que les dirigeants, mais qui ne font pas partie de la classe dirigeante...

Vous verrez, leur deuxième réflexe sera de se barrer avec la caisse.

3. Les habitants de Minneapolis ont élu de sacrés cons. Donc ce sont aussi des cons, et comme disait Audiard, la connerie n'est pas remboursée par la Sécurité Sociale. J'arrête là, je pense à la France qui vient d'élire dans ses grandes villes une fournée de maires EELV pas piqués des hannetons... Je pense aussi aux Parisiens qui ont réélu Hidalgo.

Que faire ? Si j'étais américain, je voterais Trump sans hésiter le 3 novembre, quelles que soient les limites du personnage. Et je me préparerais à l'effondrement du pays façon URSS. Et en France ? Idem. Mais je suis comme Michel Drac, qui disait qu'il n'avait fait que 10% de ce qu'il faut faire pour se préparer à l'effondrement. Le simple fait de savoir ce qui nous attend, c'est déjà un début... N'est pas Piero San Giorgio qui veut.

Note Patrickienne : il ne faut pas non plus, oublier les facs de psychologie, les avocats qui n'avocatent plus depuis 2010.

De fait, comme disait Thomas Jefferson, un méchant raciste, nazi et suprématiste blanc, qui engrossait toutes ses négresses, qu'il avait de la compassion pour ceux qui croyait savoir ce qui se passe en lisant les journaux. De fait, les séries US en apprennent plus sur la situation interne des USA que les actualités.

Séries proposées :

- "The Wire" (sur écoute), sur la corruption du parti démocrate, notamment sa partie noire, chargée de garder les dits négros (toujours en référence à Martin Luther King), dans la plantation, où le coton a été avantageusement remplacé par les dopes de toutes provenances, la dégradation de l'enseignement chez des jeunes noirs, qui se trouvent, avec un enseignement laxiste et des cases "minorités opprimées", avec des diplômes donnés et sans valeur, et des troubles cognitifs pour 75 % d'entre eux et dont le seul avenir se situe dans des gangs, on parle aussi du déclin économique marqué d'une Amérique jadis industrielle... Ces troubles cognitifs sont aussi la cause d'une impossibilité de simplement comprendre et d'obéir à des ordres tous aussi simples des policiers.

- "La reine du sud", où les allusions à la collusions (vous avez vu ce jeu de mot) entre anciens pétroliers texans et diverses cartels mexicains est évoquée, avec une allusion très transparente à une famille qui a donné quelques présidents aux USA.

- "The good Wife" et "the good fight", qui donne aussi de précieuses indications. Notamment dans the good fight quand Diane, vivant une réalité alternative s'aperçoit que le scandale Epstein et Me too n'ont jamais existé sous la présidence d'Hillary... On parle aussi du déclassement social des avocats... Sans compter le scandale Rindell qui en évoque d'autres, notamment ces fonds qui ne perdent jamais...

- "Il était une fois en Amérique", où les jeunes prennent une photo d'un flic dans le cul d'une mineure. Technique reprise amplement par Epstein, pour le compte de bénéficiaires que je ne citerais pas...

- "The walking dead", ou portrait d'une société effondrée, où certains essaient de coopérer, et d'autres de piller. On peut lire aussi zero hedge, qui met le doigt là où ça fait mal : [le parti unique](#) (démocrate) en Californie. Parti structuré par 100 000 fonctionnaires à plus de 400 000 \$ par an (40 milliards de dollars/an), la dérive écologique (comme c'est très vilain de débroussailler et de faire des incendies préventifs, on invoque le réchauffement climatique. En effet, les surfaces concernées par les incendies contrôlés sont passés de 30 000 acres/an -déjà très insuffisant- à 13 000 -chiffre ridicule-). Les infrastructures en ruine, remontent, au mieux, aux années 1960, et sont dramatiquement insuffisantes. Quand le sud de la Californie démocrate aura fait sécession, le nord en fera autant, et celui-ci, ainsi que le barrage de Boulder couperont l'eau.

Quand à la silicon valley et l'économie californienne, il sera intéressant de voir ce qu'il en reste quand le complexe militaro industriel aura coupé les vivres ou n'existera plus. Déjà, l'avance russe en matière balistique, obtenue de manière déloyale (28 milliards de \$ dépensés, contre 1500 aux USA), rend tout ce complexe obsolète, et l'armée, timide devant les iraniens, découragés devant les chinois, épouvantés devant les russes, et battus par les vénézuéliens...

[Pendant ce temps là](#), le négro (appellation toujours breveté Martin Luther King), se fait dégager à grande vitesse à Chicago, où les homicides progressent de 52 %. 355 tués dont 95 % noirs, contre seulement 244 l'année dernière. Surtout ces gamins qui provoquent et jouent dans la rue en se ramassant une balle perdue... En comptant les blessés graves, on arrive à sans doute 1500 victimes. Un bilan de guerre.

Mais cela, antifa et BLM s'en contrefoutent totalement, ce sont des "affaires internes", et "parfaitement animale". Ils préfèrent poursuivre en meutes des passants dans la rue, identifiés comme "nazis", sauf dans les états où le port d'armes est autorisé. C'est beaucoup plus dangereux. Ils pourraient répliquer sérieusement.

Le négro, lui, sombre dans le politiquement incorrect, en demandant non seulement de ne pas supprimer la police, mais d'augmenter sa présence... En plus, dès fois qu'il se mettrait à voter Trump.

En Asie, un internaute avait dit que les vols avaient repris. [Mais c'est pour tourner en rond](#). Digne de l'armée et des stocks qu'il fallait virer avant la fin de l'année. On voit que le crétinisme n'épargne pas les asiatiques.

La moralité de l'histoire ?

"The globalist puppet-masters want to split the country into warring factions that will fight each other to the death. They want to create a crisis so huge and so terrible it will shatter the state itself creating an opening for scheming oligarchs to terminate democracy, eviscerate the Constitutional Republic and impose their own tyrannical Superstate built on the wretched tenets of balanced budgets, the free movement of Capital, and open borders. That's what they want. BLM is merely a tool for achieving their objectives."

"Les marionnettistes mondialistes veulent diviser le pays en factions belligérantes qui se battront jusqu'à la mort. Ils veulent créer une crise si énorme et si terrible qu'elle brisera l'État lui-même, créant une ouverture pour les oligarques intrigants pour mettre fin à la démocratie, éviscérer la République constitutionnelle et imposer leur propre super-État tyrannique construit sur les misérables principes de l'équilibre budgétaire, la libre circulation des Capital et frontières ouvertes. C'est ce qu'ils veulent. BLM est simplement un outil pour atteindre leurs objectifs."

BLM et antifa son des crétins utiles. Les "communautés noires" ? Simplement des gens qui voudraient vivre normalement, sans trafiquants de drogue, sans que leurs enfants risquent leur vie dans la rue, ou même en restant chez eux, et bénéficient d'un enseignement d'une qualité meilleure à la parodie d'enseignement qu'ils reçoivent. Vaste programme, s'il en est, mais qui n'entre pas dans le schéma.

Pour les globalistes, le négro, c'est de la chair à canon. Pas vraiment de la police, mais du parti démocrate, et de leurs hommes de main, les dealers.

SECTION ÉCONOMIE



La dette mondiale explose à un Rythme EFFRAYANT !

Publié le 21 septembre 2020 à 22:30:57 / 0 commentaire / 271 vues

La principale raison pour laquelle le système financier mondial se trouve au bord de l'effondrement est directement liée à cette gigantesque dette qui est juste... Lire la suite



Les marchés boursiers tremblent car l'inquiétude envahit la planète !

Publié le 21 septembre 2020 à 22:39:07 / 0 commentaire / 1 052 vues

Les marchés boursiers commencent la semaine sur une mauvaise note. La peur se répand un peu partout sur la planète. Allons-nous connaître un Enorme Krach Boursier au mois... Lire la suite



Cette bulle financière qui finira par exploser !

Publié le 22 septembre 2020 à 15:00:50 / 0 commentaire / 50 vues

Bien sûr, alors que nous traversons cette année une crise sanitaire et une crise économique comme nous n'en avons pas vécues depuis des décennies, un tel pronostic... Lire la suite



Maître Fabrice Di Vizio: "On est gouvernés par des branquignoles !"

Publié le 22 septembre 2020 à 14:00:17 / 0 commentaire / 107 vues

Maître Fabrice Di Vizio: "On est gouvernés par des branquignoles !" François Asselineau: "Mr Macron, c'est l'horreur ! Mr Macron est INCOMPÉTENT et... Lire la suite



Thami Kabbaj: "Bourse: Des milliers d'actionnaires ruinés !"

Publié le 22 septembre 2020 à 13:30:48 / 1 commentaire / 284 vues

Vallourec a perdu près de 88 % de sa valeur en bourse depuis janvier 2020. En 2007 l'action Vallourec valait plus de 2800 € aujourd'hui SEULEMENT 18€. Pourquoi une... Lire la suite



Le Professeur Toussaint détruit les arguments totalement alarmistes des apôtres de la 2nde vague !

Publié le 22 septembre 2020 à 11:30:08 / 8 commentaires / 560 vues

Le Professeur Toussaint détruit les arguments totalement alarmistes des apôtres de la 2nde vague ! Le Professeur Toussaint révèle ce qui se cache derrière la propagande... Lire la suite



Les banques centrales du monde entier n'ont pas seulement ouvert les robinets à billets, elles ont dû recourir à l'Helicopter Money

Publié le 22 septembre 2020 à 10:00:43 / 0 commentaire / 138 vues

Les banques centrales du monde entier n'ont pas seulement ouvert les robinets à billets, elles ont dû recourir à l'ancienne expression de Bernanke : la

monnaie... Lire la suite



L'inflation est à venir

Publié le 22 septembre 2020 à 08:00:35 / 1 commentaire / 406 vues

Les dirigeants de trois des plus puissantes banques centrales au monde s'expriment d'une seule voix pour dire que la solution aux problèmes financiers actuels... Lire la suite



Oups !... Banques (Deutsche Bank, JP Morgan...): 2.000 milliards \$ de transactions suspectes

Publié le 22 septembre 2020 à 06:30:25 / 0 commentaire / 422 vues

Deutsche Bank (1.300 milliards de dollars) et JPMorgan (514 milliards) sont les deux banques les plus concernées par des transactions suspectes (blanchiment d'argent,... Lire la suite



Les banques centrales sont en plein désarroi... N'en sont-elles pas plutôt responsables ?

Publié le 22 septembre 2020 à 07:30:14 / 1 commentaire / 281 vues

Les banques centrales sont en plein désarroi... N'en sont-elles pas plutôt responsables ? Les banques centrales sont en plein désarroi <https://t.co/2ZGdbS1iXP>... Lire la suite



Le mot qui est revenu le plus souvent à la bouche des dirigeants des banques centrales lors de la conférence annuelle de Jackson Hole était INFLATION

Publié le 22 septembre 2020 à 06:00:56 / 0 commentaire / 195 vues

Le mot qui est revenu le plus souvent à la bouche des dirigeants des banques centrales lors de la conférence annuelle de Jackson Hole était INFLATION : "La

Fed... Lire la suite



USA: Hé oh y'a quelqu'un ?... Même si les salles de cinéma rouvrent, il n'y a pas un chat !

Publié le 21 septembre 2020 à 22:00:10 / 1 commentaire / 297 vues

« Si on le construit, ils viendront » Cette devise a pris toute son importance à travers le personnage de Kevin Costner en 1998 dans le film intitulé, « Field of Dreams... Lire la suite

La dette mondiale explose à un Rythme EFFRAYANT !

Source: [zerohedge](https://www.zerohedge.com) Le 21 Sep 2020



La principale raison pour laquelle le système financier mondial se trouve au bord de l'effondrement est directement liée à cette gigantesque dette qui est juste maintenue par de la « super glue » monétaire et à cet interventionnisme exacerbé des banques centrales qui impriment à l'infini. Et comme le dit succinctement Barnaby Martin de Bank of America, il y aura davantage de dettes à l'avenir puisque « l'héritage du choc lié au Covid-19 n'est rien d'autre que de la dette, qui s'accumulera encore, et donc toujours plus de dettes ». Bref, ils n'hésitent plus à résoudre un énorme problème d'endettement en créant encore davantage de dette. Je vous le dis, on nage en plein délire !

Ainsi, dans ce mode d'expansion du crédit qui devient une véritable bombe à retardement, associé à une chute de la production économique où l'hélicoptère money est devenu la norme, les banques centrales – et en particulier la BCE – intensifient leurs politiques de QE (planche à billets) pour monétiser et absorber une grande partie de cette dette (soulageant ainsi la pression sur les investisseurs privés pour qu'ils achètent davantage d'obligations), et plus il y a d'obligations pourries, plus l'économie mondiale est vulnérable.

Nous n'allons pas en rajouter concernant les conséquences de cette frénésie d'endettement qui a des conséquences catastrophiques sur le reste de l'économie dans le monde – car nous le faisons déjà assez régulièrement – mais nous exposons ci-dessous certains faits absolument affligeants sur le niveau de la dette mondiale à la fin du premier trimestre 2020, tels qu'ils ont été compilés par la BRI, avec la permission de Martin:

- Le ratio dette / PIB dans le monde a atteint un nouveau sommet historique au premier trimestre 2020, c'est-à-dire que la dette globale du secteur non financier représente désormais 252% du PIB mondial. Il s'agit d'une augmentation par rapport aux 241% qui avaient été enregistrés la fin de l'année 2019, le plus grand bond trimestriel jamais enregistré selon les données de la BRI.

Chart 12: Global debt-to-GDP ratio hit an all-time high in Q1 '20 at 252%



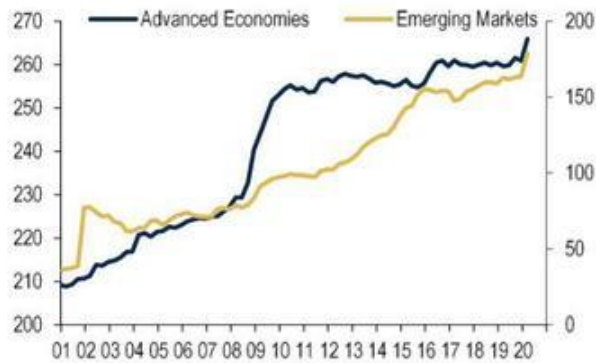
Source: BofA Global Research, BIS. Sample of 46 economies. Non-financial sector only.

Le graphique confirme également que les objectifs d'inflation des banques centrales sont plus élevés, bien plus élevés que les 2% officiels : pour effacer cette dette, les banques centrales ont besoin d'une inflation de l'ordre de 10%, voire plus encore. Tout ce qui se situerait en dessous exigerait des défauts de paiement au lieu de l'inflation pour effacer la dette...et ça, c'est inacceptable.

- **Cette augmentation reflète les conséquences des premières semaines de la crise du Covid-19**, la plupart des économies avancées mettant en œuvre des confinements complets ou partiels en mars. Par conséquent, la contraction historique de la croissance du PIB observée dans le monde au deuxième trimestre et la flambée des dettes souveraines et des sociétés non financières se traduiront par une hausse encore plus importante du ratio d'endettement mondial au deuxième trimestre de 2020.

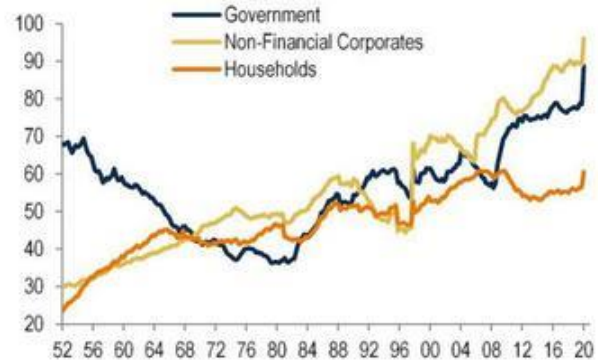
- **Les vulnérabilités préexistantes ont été mises à nu par la nature même du choc induit par le Covid-19.** Si les économies avancées (DM) et les marchés émergents (EM) ont vu leurs ratios d'endettement bondir, ces derniers ont observé une augmentation rapide depuis 2012 (graphique 13). La récession relativement plus profonde attendue en raison du covid pour certaines économies des pays émergents – les perspectives économiques de septembre 2020 de l'OCDE voient le PIB de l'Inde et de l'Afrique du Sud chuter respectivement de 10,2% et de 11,5% – et ceci amplifiera probablement le bond des ratios d'endettement de certains de ces pays émergents.

Chart 13: The rise in leverage (debt/GDP) was bigger in EM than DM lately (%)



Source: BofA Global Research, BIS. Non-financial sector only. Emerging Markets (RHS)

Chart 14: Understandably, government debt/GDP rose the most across the categories, as countries spent to protect the vulnerable (%)



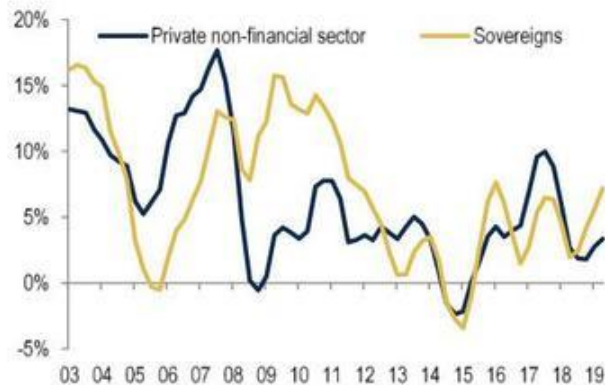
Source: BofA Global Research, BIS. Non-financial sector only.

• **Par secteur, les gouvernements ont été à l'origine de la forte hausse du ratio dette / PIB au premier trimestre 2020.** Le ratio dette souveraine mondiale / PIB a atteint 89% en hausse de 10 points de pourcentage, soit la plus forte hausse trimestrielle jamais enregistrée.

• Les ratios du service de la dette ont augmenté, mais de façon marginale, reflétant l'énorme soutien du QE déclenché par les banques centrales cette année.

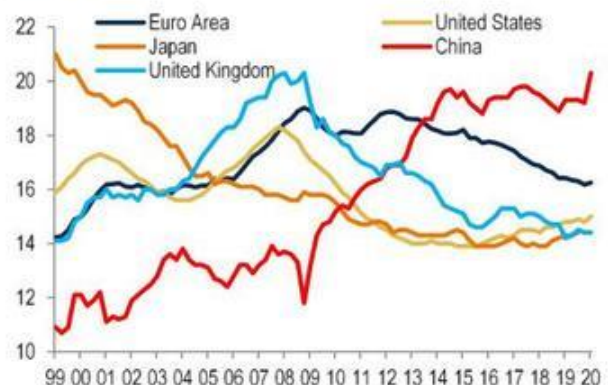
Le ratio total dette non financière / PIB des pays et des segments est indiqué dans le graphique de la Bank of America ci-dessous, voici ce que cela montre...

Chart 15: Sovereign debt growth now outpacing the private sector



Source: BofA Global Research, BIS. 4q rolling annual growth.

Chart 16: Debt service ratios ticking-up in Q1 '20 (interest cost/GDP, %)



Source: BofA Global Research, BIS.

- Le ratio d'endettement total pour la zone euro, la Chine et les Etats-Unis est pour l'essentiel conforme.
- En Europe, un certain nombre de pays au cœur de la zone euro comme (la Belgique, la Finlande et la Norvège) ont vu leur ratio dette totale / PIB augmenter plus fortement que dans la périphérie au premier trimestre 2020.
- Alors que la hausse de l'endettement des ménages a généralement été plus modeste, les consommateurs étant passés dans un mode plus attentiste, le ratio dette /PIB des ménages chinois a augmenté de 3,1% en glissement mensuel en 2020.

Enfin, le tableau ci-dessous présente le ratio d'endettement mondial / PIB , ventilé par pays et par segment.

Table 1: Global debt/GDP heatmap (end Q1 '20 levels).

	Leverage ratio: debt as % of GDP				
	Total	Private Non-financial sector	Non-financial corporations	Households	General Government
World	245.2	156.5	96	60.5	88.7
DM	276.3	164.2	92.1	72.1	112.1
EM	196.1	144.3	102.1	42.2	51.7
G-20	247.7	155.6	95.9	59.7	92.1
US	255.1	153.5	78.3	75.2	101.6
China	274.4	216.2	159.1	57.2	58.2
Euro Area	253.5	167.2	109	58.2	86.3
Germany	176.2	115.2	60.5	54.6	61
France	319.4	218	155.3	62.7	101.4
Italy	248.1	110.5	68.9	41.6	137.6
Spain	249.6	150.7	93.8	56.9	98.9
Nether.	306	256.5	155.3	101.1	49.5
Austria	214	141.2	92.2	49	72.8
Belgium	320	215.6	153.2	62.5	104.4
Finland	249	184.8	118.1	66.7	64.2
Portugal	281.3	161.1	97.1	64	120.2
Greece	286.1	108.9	54.5	54.5	177.2
Lux.	430.1	407.8	341.1	66.7	22.3
UK	247.6	162.8	78.2	84.5	84.8
Sweden	291.8	256	167	89	35.8
Denmark	251.3	218.1	107	111.1	33.2
Norway	292.1	250.7	144.7	106	41.4
Switz.	284.7	257.5	123.9	133.6	27.2
Canada	302	220.6	118.8	101.7	81.4
Australia	236.7	194.3	74.9	119.4	42.4
New Zealand	205.3	176.2	81.4	94.8	29.1
Japan	369.9	164.6	105.3	59.3	205.3
Korea	-	201	105.1	95.9	-
India	130	57.8	45.2	12.6	72.2
Indonesia	73.2	40.8	23.7	17	32.4
Russia	116.2	100.8	80.8	20.1	15.4
Poland	127.5	79.6	44.7	34.9	47.9
Czech Rep.	121	88.2	56.4	31.8	32.8
Turkey	119.2	84.1	68.9	15.1	35.1
Brazil	161.5	74	43.6	30.4	87.5
Mexico	84.7	45.8	29.4	16.4	38.9
Argentina	111.3	19	14	5	92.3

Source: BofA Global Research, BIS.

Cette bulle financière qui finira par exploser !

Source: [agoravox](#) Le 22 Sep 2020

Bien sûr, alors que nous traversons cette année une crise sanitaire et une crise économique comme nous n'en avons pas vécues depuis des décennies, un tel pronostic peut sembler déprimant. [Malheureusement, tous les signes d'une bulle complètement folle sont réunis](#), entre [planches à billets mal dirigées](#), spéculation boursière extravagante, [illustrée par Tesla](#), et vague de fusions-acquisitions...

Le retour du grand casino financier

[L'incroyable déconnexion entre l'économie réelle, qui subit sa récession la plus sévère depuis plus de 70 ans, et des marchés financiers](#), revenus à leurs plus hauts en quelques mois ne peut pas être saine. Bien sûr, il y a tristement un sens à cette déconnexion, qui est aussi celle des 1% par rapport à tous les autres : [cette crise aussi est profondément inégale et touchera beaucoup moins l'élite que le peuple](#). Et les plans de soutien à l'économie sont tout aussi inégaux, tel [ce plan de soutien français qui oublie la demande pour se concentrer sur l'offre](#), ou qui ne consacre qu'à peine 1% de ses moyens à la relocalisation de l'activité... Malheureusement, tout ce qui est fait contribue à faire gonfler plus encore la bulle financière qui était déjà inquiétante en début d'année, rendant un krach inévitable.

[Le meilleur exemple de cette bulle financière est probablement l'action Tesla, cette tulipe du 21^{ème} siècle](#). Après la publication des résultats du premier semestre, [l'action n'avait pas bronché, malgré l'écart délirant entre la valorisation de l'entreprise et ses résultats](#). Même en projetant une forte croissance, et la vente de 1 à 2 millions de voitures à moyen terme (contre moins de 500 000 cette année), [Tesla devrait valoir dix fois moins au bas mot](#). Portée par [la division par 5 de l'action, et l'entrée alors prévue dans l'indice S&P500 qui aurait renforcé la demande, elle a pris encore 60%, atteignant une capitalisation boursière de 464 milliards](#), près de trois fois la valeur de BMW, Daimler-Benz et Volkswagen réunis, qui vendent plus de 15 millions de voitures et font plus de profits que Tesla de chiffre d'affaires.

Las, [l'entrée dans le S&P500 ne s'est pas réalisée, faisant retomber le cours de l'action de plus de 30%](#). Mais, depuis, l'action a repris 30%, le tout en trois semaines ! La valeur de Tesla a ainsi été multipliée par 8 en un an, alors même que [l'entreprise ne fait plus de croissance et que ses marges sont sous pression du fait de la concurrence](#). L'envolée de son cours en bourse est d'autant plus irréaliste que cette concurrence va considérablement se renforcer dans les 12 prochains mois avec le lancement d'une dizaine de modèles allemands et de la nouvelle marque du coréen Hyundai, Ioniq. Bref, [même si Tesla a réussi à être rentable quatre trimestres de suite \(par la vente de droits carbone seulement\), rien ne semble justifier sa valorisation](#), si ce n'est des plans sur la comète complètement farfelus.

Il y a malheureusement bien d'autres symptômes de l'exubérance irrationnelle des marchés financiers, ceux, classiques, qui annoncent en général un krach prochain. [The Economist pointait il y a peu que le montant des introductions en bourse allait battre des records en 2020, « une fête comparable à 1999 »](#), veille du krach de la bulle Internet... On peut également noter la vague de fusions-acquisitions, PSA-Fiat-Chrysler, les offres en cours de [Gilead, prêt à acheter une BioTech pour un montant équivalent à son chiffre d'affaires](#), ou [l'OPA de Nvidia sur ARM](#)... Il faut dire que la politique des banques centrales, entre [taux au plancher et injections massives de liquidités](#), nourrit largement cette bulle : elle augmente la demande de placement, tout en réduisant l'attractivité des obligations et des monétaires.

[Tesla est un bon candidat pour être l'étincelle qui déclenche le krach, d'ici un ou deux ans](#), si le constructeur ne parvient plus à croître et à défendre ses marges face à la concurrence. [Des centaines de milliards de valorisation pourraient disparaître en quelques jours](#). Pas sûr que injections d'amphétamines des banques centrales parviennent alors à calmer une telle explosion...

Les banques centrales du monde entier n'ont pas seulement ouvert les robinets à billets, elles ont dû recourir à l'Helicopter Money

Source: [or.fr](https://www.or.fr) Le 22 Sep 2020



Les banques centrales du monde entier n'ont pas seulement ouvert les robinets à billets, elles ont dû recourir à l'ancienne expression de Bernanke : la monnaie hélicoptère. Les 6 000 milliards \$ des banques centrales ne sont qu'une première esquisse. La prochaine phase verra d'énormes et sombres nuages d'argent recouvrir le ciel.

Nous assisterons à une inflation que l'Occident n'a pas connue depuis les années 1970, et qui finira par se transformer en hyperinflation.

La Fed mènera naturellement la danse étant donné que c'est la plus grande banque centrale et aussi celle ayant le plus d'intérêt. Le président Trump fera tout son possible pour faire tourner la planche à billets toujours plus vite afin d'augmenter ses chances d'être réélu.

“Encore mieux que de jouer en bourse !” Le grand retour de la bulle des Tulipes... Cela devient complètement DINGUE !

Source: [zerohedge](https://www.zerohedge.com) Le 21 Sep 2020



Ce n'est pas seulement le marché boursier qui connaît une flambée 2 000 milliards de dollars de liquidités et d'inflation – les plantes rares commencent à faire fureur dans le milieu de la finance.

Les plantes étaient en plein essor avec la génération Y avant la pandémie, comme nous l'avions noté dans un article l'année dernière. Maintenant que les gens ont été confinés chez eux à cause du Covid-19, leur popularité est montée en flèche. Et dès que les prix grimpent, on peut voir arriver les spéculateurs prêts à investir.

Jerry Garcia, qui a 27 ans et qui collectionne des plantes tropicales, a déclaré au Wall Street Journal qu'il avait été assailli par des personnes très intéressées et qui désiraient acheter toute sa collection. Il a vendu des boutures d'une superbe plante du nom de « Monstera Adansonii ariégulée » pour 2 000\$ chacune. Je peux vous dire que les gens n'hésitent pas à payer le prix fort et vont même jusqu'à payer 250 \$, rien que pour la feuille d'une telle plante rare.

Garcia a déclaré au journal: « *C'est plus intéressant que de parier en bourse. J'ai eu plusieurs de ces plantes rares lorsque leur valeur était à deux chiffres, et désormais, leur valeur est plus tôt à quatre chiffres.* »

Une productrice de la chaîne « Plantation » en Floride, a déclaré qu'elle travaillait 12 heures par jour, 7 jours par semaine pour faire face au volume de commandes, le plus élevé qu'elle ait jamais enregistré depuis deux décennies.

Ce producteur, Enid Offolter, a répertorié 300 jeunes plants à vendre le jour de la fête du Travail et le lot entier s'est épuisé en 7 minutes, et il y avait aussi un Montera Adansonii panaché pour 3500\$. « *Plus rien n'a de sens. Le marché est devenu incontrôlable* », dit-elle.

L'acheteuse de plantes Stella Barnum dit que les jeunes achètent des plantes très chères dont elle pense qu'ils n'auront pas le temps pour s'en occuper. « *Je préfère payer mon hypothèque plutôt que de jeter de l'argent comme ça* », a-t-elle déclaré.

En faisant des commentaires relatifs à la flambée des prix dans l'industrie, elle a déclaré : « *Cela va éclater à un moment donné. C'est complètement dingue !* »

L'attrait de la vente de boutures de plantes est qu'elles peuvent éventuellement rajeunir et éventuellement faire repousser les parties qui ont déjà été vendues.

Garcia dit que les plantes sont également très recherchées par des escrocs. Il a vu des milliers de dollars de plantes volées dans sa serre par un homme armé, avant qu'il ne décide de ramener sa collection chez lui.

D'autres collectionneurs, comme Nick Watchorn et Lani Dy, ont installé des caméras à l'intérieur de leur maison pour les mêmes raisons. Le couple a vendu pour des milliers de dollars de boutures et de plantes ces derniers mois.

« *Maintenant, nous pouvons obtenir 10 fois ce que nous avons payé au départ* », a conclu Dy.

La fraude à 2 000 milliards de 5 grandes banques mondiales dont la JP Morgan et la Deutsche Bank

par [Charles Sannat](#) | 22 Sep 2020 Source [20 Minutes.fr ici](#)



Suite à la dernière enquête du Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) c'est une immense fraude au blanchiment d'argent sale qui a été dévoilé par ce groupe de journalistes.

Les enjeux sont absolument considérables puisque l'on parle de plus de 2 000 milliards de dollars.

L'enquête pointe en particulier cinq grandes banques dont JPMorgan Chase, HSBC, Standard Chartered, Deutsche Bank, et Bank of New York...

Il y a des noms que l'on n'est pas étonné de voir dans cette liste.

Comme le dit cet article de 20 Minutes, « les profits des guerres meurtrières contre la drogue, des fortunes détournées des pays en développement et des économies durement gagnées volées dans le cadre d'une pyramide de Ponzi ont tous pu entrer et sortir de ces institutions financières, malgré les avertissements des propres employés des banques »...

Oui car ce que vous devez savoir, c'est que les petits banquiers d'en bas, quand ils ont un doute sur une opération et pensent qu'elle n'est pas très propre, ils ont obligation de passer un « signalement » aux banquiers d'en haut qui font le tri de ce qu'ils communiquent ou pas aux autorités.

Et les autorités ont sans doute globalement été prévenues.

Alors pourquoi le blanchiment a-t-il continué ?

Sans doute parce qu'il a bénéficié d'une forme d'autorisation tacite pour de multiples raisons.

Les différents trafics servent de nombreux intérêts y compris étatiques...

Par exemple, les avions de la CIA ont largement participé au transport international de... la cocaïne ce qui constitue un épisode encore méconnu du grand public de la guerre froide !!

D'ailleurs la réponse du gouvernement n'a pas trainé, et dans un communiqué publié avant la diffusion de cette enquête, *la police financière du Trésor américain a averti que la diffusion des rapports d'activité suspecte était un « crime » qui « peut avoir un impact sur la sécurité nationale des États-Unis ».*

Et oui, il y a des moments où il faut savoir ne pas regarder certains flux, certains mouvements, ou certains comptes....

Fraude : Une enquête internationale révèle le blanchiment de sommes énormes par des grandes banques

20 Minutes avec AFP Publié le 20/09/20

REVELATIONS L'investigation pointe notamment du doigt cinq banques dont JPMorgan Chase, HSBC, Standard Chartered, Deutsche Bank, et Bank of New York



La fraude aura duré près de vingt ans. Selon [une nouvelle enquête internationale](#) du Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), des montants astronomiques d'argent sale ont transité par les plus grandes institutions bancaires du monde entre 1999 et 2017.

« Les profits des guerres meurtrières contre la drogue, des fortunes détournées des pays en développement et des économies durement gagnées volées dans le cadre [d'une pyramide de Ponzi](#) ont tous pu entrer et sortir de ces institutions financières, malgré les avertissements des propres employés des banques », détaille l'investigation, menée par 108 médias internationaux, de 88 pays.

2.000 milliards de dollars

L'enquête est fondée sur des milliers de « rapports d'activité suspecte » (SAR en anglais) adressés aux services de la police financière du Trésor américain, FinCen, par des banques du monde entier.

« Ces documents, compilés par les banques, partagés avec le gouvernement, mais gardés hors de la vue du public, exposent le gouffre béant des garanties bancaires, et la facilité avec laquelle les criminels les ont exploitées », [assure le média américain BuzzFeed News](#), en préambule de son enquête. Les documents portent sur 2.000 milliards de dollars de transactions, qui ont circulé entre 1999 et 2017.

L'investigation pointe notamment du doigt cinq grandes banques – JPMorgan Chase, HSBC, Standard Chartered, Deutsche Bank, et Bank of New York Mellon - accusées d'avoir continué à faire transiter des capitaux de criminels présumés, et ce même après avoir été poursuivies ou condamnées [pour faute financière](#).

Une enquête critiquée

Au terme de ses recherches, BuzzFeed News affirme que « les réseaux par lesquels l'argent sale transite dans le monde sont devenus des artères vitales à l'économie mondiale ». Dans un communiqué, [la Deutsche Bank](#) a assuré que les révélations du Consortium étaient en fait des informations « bien connues » de ses régulateurs et a dit avoir « consacré d'importantes ressources au renforcement de ses contrôles » et « être extrêmement attentive au respect de (ses) responsabilités et de (ses) obligations ».

L'investigation pointe aussi l'impuissance des autorités américaines dans la régulation de ces transactions. Dans un communiqué publié avant la diffusion de cette enquête, la police financière du Trésor américain a averti que la diffusion des rapports d'activité suspecte était un « crime » qui « peut avoir un impact sur la sécurité nationale des États-Unis ».

« La peur du reconfinement et de la 2nde vague fait chuter les bourses ! »



Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Je vous annonçais avant l'été que nous devrions avoir le début du second pic à partir du 15 août et que les marchés devraient prendre en compte cette « deuxième » vague, ainsi que les reconfinements qui vont en découler.

Cela va coûter cher, très cher à notre économie.

Il ne manquera pas de lecteurs pour expliquer qu'il n'y a pas de seconde vague, ou qu'ils ne reconfineront jamais. En fait, d'un point de vue analytique on s'en fiche bien.

Factuellement, Israël a reconfiné pour 3 semaines avec un confinement total et l'interdiction de dépasser un rayon de 500 mètres de chez soi, l'Angleterre se prépare à reconfiner pour le 15 octobre, l'Espagne reconfine Madrid et s'apprête à déployer 15 000 à 20 000 militaires dans les rues de la capitale notamment.

Les bourses réagissent un peu plus tard que ce qu'elles auraient du faire, mais nous sommes mûrs pour un beau plongeon, un plongeon qui peut aussi être une tentative de déstabilisation de l'élection américaine, car, si, juste avant de voter les Américains se retrouvent confronter à un terrible crash, c'est bien le bilan de Trump spécifiquement sur l'économie, son point fort qui se trouvera écorné.

Voici ce que dit l'agence de presse Reuters :

« Wall Street est attendue en nette baisse et les Bourses européennes creusent leurs pertes à mi-séance lundi, les interrogations sur le risque d'un reconfinement dans plusieurs pays face à la résurgence des cas d'infection par le coronavirus replongeant les marchés dans le climat d'aversion généralisée au risque en vigueur au printemps ».

Si l'épidémie dure, alors les prévisions de « reprise » tombent toute à l'eau !

Soyons clairs.

Les marchés jouent depuis le départ la reprise dite en « V » c'est-à-dire une forte baisse de l'activité suivie d'une reprise toute aussi forte.

Les marchés ont joué sans réserve ce scénario.

Or l'analyse de la situation depuis le départ montre qu'il était peu probable que nous ne connaissions qu'un seul pic, et d'ailleurs tout le monde le savait très bien, puisque comme je l'avais dit à mes abonnés à la lettre STRATEGIES, le gouvernement français travaillait avec l'hypothèse central d'un confinement en yo-yo.

Face à la situation nébuleuse où l'on ne sait plus très bien quoi penser, ni qui croire, je vous ai préparé un [Flash STRATEGIES disponible ici](#).

Le professeur Raoult avait-il raison de dire qu'il n'y aurait pas de seconde vague alors qu'il parle désormais d'un deuxième acte de l'épidémie ? Le savait-il ? Ceux qui disent que la charge virale est en baisse ont-ils raison ? Y-t-il vraiment moins de morts et est-ce parce que le virus rend moins malade ou y-a-t-il d'autres raisons ? Est-ce moins grave aujourd'hui en septembre qu'hier en mars ?

Va-t-on se retrouver à nouveau confiné comme en Israël, en Espagne et prochainement en Angleterre ?

Quelles seront également les conséquences économiques de cette seconde vague qui va nous frapper de plein fouet, même si cela prend une forme différente de ce que nous avons vécu en mars dernier ?

Je partage avec vous toutes mes réponses à ces questions et plein d'autres dans le Flash Stratégies ci-dessous accessible à tous les abonnés.

Même si nous en avons tous envie, l'épidémie n'est pas finie !

Nous pourrions même être plus proche du début encore, que de la fin et du bout du tunnel.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Soupçon de fraude ! Démission du patron de Nikola (camion électriques/hydrogènes) !

Démission fracassante du patron de Nikola, fabricant de camions électriques et à hydrogène, à la suite des accusations de fraude qui ont fait dévisser le cours de l'action de l'entreprise et déclenché une enquête réglementaire de la SEC, le gendarme de la bourse aux États-Unis

Trevor Milton le fondateur et président exécutif du groupe va être remplacé à la tête du conseil d'administration par Stephen Girsky, déjà membre du CA de Nikola et ancien vice-président de General Motors (GM). Le directeur général, Mark Russell, quant à lui conserve ses fonctions.

Cette société n'a toujours rien fabriqué, pas même ce camion prototype dont la mise en scène dans une vidéo montrant en 2017 un de ses véhicules en action était frauduleuse, d'après le cabinet Hindenburg Research.

Selon Hindenburg, le camion a « été tracté au sommet d'une colline sur une route isolée et simplement filmé en train de descendre la pente ». Nikola rétorque « n'avoir jamais dit que le camion fonctionnait avec son propre système de propulsion dans la vidéo » mais avoir simplement indiqué que le véhicule était « en mouvement ».

Effectivement, on n'a jamais dit qu'il roulait donc on n'a pas menti et ce n'est une fraude.

Je crois qu'il y en a certains qui devront s'expliquer devant les juges, quant aux investisseurs, beaucoup vont perdre leur chemise.

N'oubliez pas une règle de prudence en or.

Lorsque c'est trop beau pour être vrai, c'est sans doute que c'est trop beau pour être vrai.

Charles SANNAT Source l'AFP via [Le Monde ici](#)



Il n'y a pas de reprise

par Tuomas Malinen 2020-09-08

Nous avons observé, avec incrédulité et stupéfaction, comment le "récit de la reprise" a été vanté dans les médias financiers et par certains économistes et analystes.

Catégoriquement, une reprise économique est une période d'expansion, où nous finissons par dépasser le précédent pic d'emploi et de production. Il n'y a rien de tel à venir (pas de sitôt).

Il est très humain d'éviter de reconnaître des possibilités inquiétantes, comme le gouffre économique dans lequel l'économie mondiale est sur le point de s'enfoncer, mais maintenant nous devons absolument percevoir froidement les réalités économiques telles qu'elles sont. Sinon, les effets de la tourmente qui approche seront insupportables.

Afin d'aider les personnes et les entreprises à se frayer un chemin à travers la crise, nous résumons ici les contre-arguments convaincants contre ce discours trop optimiste - et même, dans certains cas, trompeur - sur la reprise.

Le sophisme de l'indice de diffusion

Le plus grand malentendu dans le récit de la reprise est probablement l'interprétation erronée concernant les indices de diffusion comme les indices des directeurs des achats, ou PMI.

IHS Markit décrit le PMI comme suit :

Pour chaque variable, l'indice est la somme du pourcentage de réponses "plus élevées" et de la moitié du pourcentage de réponses "pas de changement". Le PMI est une moyenne pondérée des cinq indices suivants : Nouvelles commandes (30%), Production (25%), Emploi (20%), Délais de livraison des fournisseurs (15%) et Stocks d'achats (10%).

Tous les chiffres supérieurs à 50 indiquent une augmentation globale par rapport au mois précédent, tandis que les chiffres inférieurs à 50 indiquent une diminution.

Aujourd'hui, pendant les fermetures, les PMI se sont effondrés dans une fourchette de 20 à 40, ce qui indique une baisse massive des attentes et de la production. Aujourd'hui, les IPM se situent principalement dans une fourchette de 50 à 60. Qu'est-ce que tout cela implique ?

Le plus simple est de considérer les PMI en termes de pourcentage de variation. Ainsi, lorsque l'indice plonge à 30, il signale une baisse de (environ) 40 %. Combien de temps faut-il à la série sous-jacente (production, ventes, nouvelles commandes, etc.) pour retrouver le niveau qu'elle avait avant la baisse ?

Toutes les variations en pourcentage sont relatives. Supposons qu'il y ait une baisse de 40 % d'un indice mensuel quelconque par rapport à un niveau de 100 (à 60). Avec un taux de croissance mensuel de 10 %, il faut 6 mois pour que l'indice retrouve le niveau de 100. Avec un taux de croissance de 5 %, il faut 11 mois. Avec un taux de croissance de 3 %, il faut 18 mois. Avec un taux de croissance de 2 %, il faut 26 mois.

Le blocage des données à haute fréquence

De plus, dans le cas des PMI (industrie manufacturière et/ou services) qui augmentent, cela implique des taux de croissance de 3 à 10 %. Ainsi, même dans le meilleur des cas, nous serions à environ six mois d'une reprise réelle, et de sérieux doutes peuvent être émis sur l'hypothèse que ce taux de croissance puisse être maintenu.

Les indicateurs dits de haute fréquence, qui mesurent l'activité économique sur une base hebdomadaire, indiquent que nous n'avons atteint qu'environ 60 à 80 % de l'activité économique pré-Covid. De plus, ils se sont stabilisés, voire ont reculé récemment. Cela indique que les IPM sont susceptibles de se stabiliser d'abord autour de 50, puis de retomber en dessous de 50 dans les mois à venir.

Si nous examinons les principaux indicateurs économiques dans les principales régions du monde, ils signalent également l'absence de reprise dans les grandes économies.

La non-reprise des États-Unis

Le consommateur est le moteur le plus important de l'économie américaine (la consommation privée représente près de 70 % du PIB américain), et l'emploi en est le principal contributeur. L'emploi privé s'est effondré au printemps et ne s'est que très peu redressé depuis. Son taux de croissance est au point mort (voir figure 1).

US private nonfarm payrolls

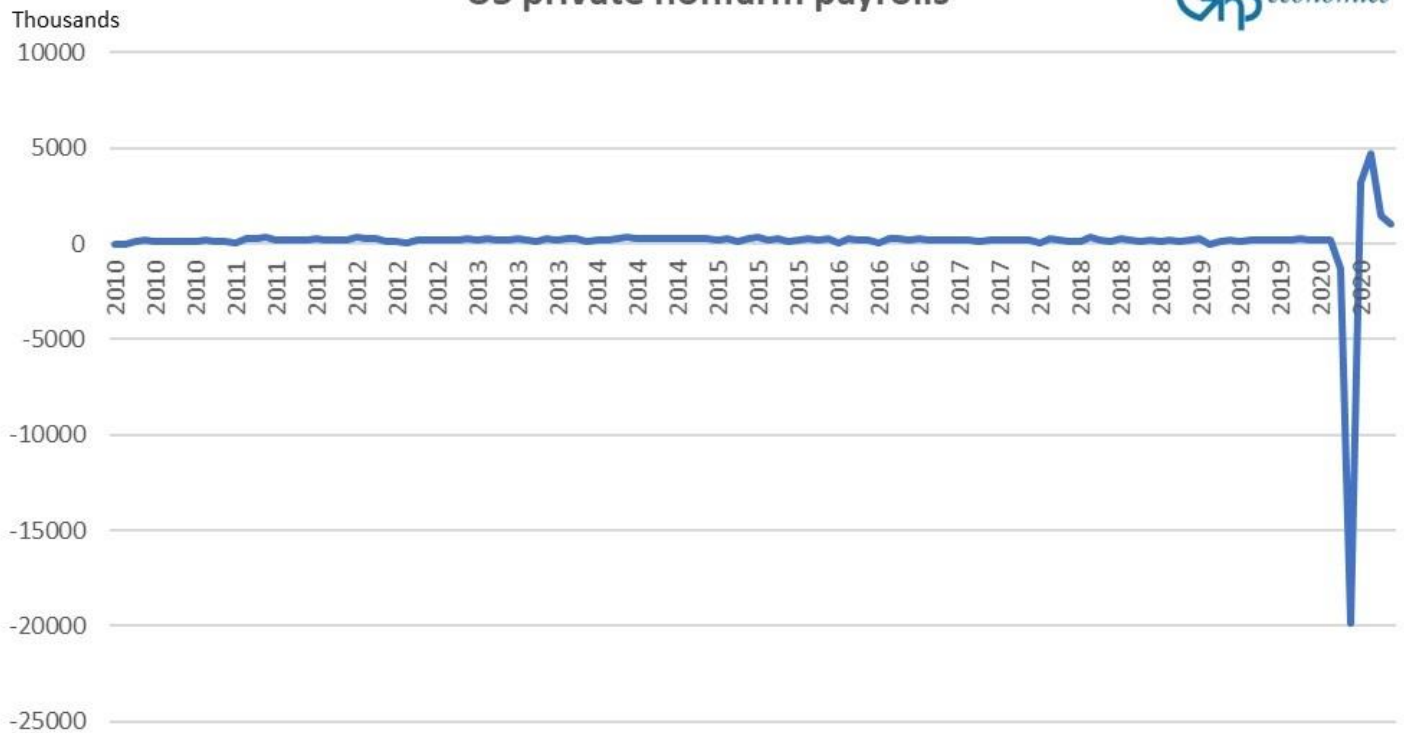


Figure 1. Masse salariale mensuelle du secteur privé non agricole aux États-Unis de janvier 2010 à août 2020.
Source : GnS Economics, ADP

Si le rythme des faillites d'entreprises a quelque peu ralenti, les faillites de grandes entreprises ont tout de même connu leur plus forte augmentation en août. Cela rend improbable toute nouvelle amélioration notable de l'emploi.

La non-reprise de la Chine et de la zone euro

La production industrielle reste l'épine dorsale de l'économie chinoise, même si le rôle du consommateur s'est accru.

La production industrielle en Chine s'est effondrée, comme on pouvait s'y attendre, en janvier et février de cette année, et nous n'avons observé aucun rebondissement assez puissant pour la ramener rapidement à ses niveaux d'avant la crise de Corona (voir figure 2). Avec le taux de croissance actuel de 4 à 5 %, il faudrait attendre jusqu'aux environs de Noël pour que la production industrielle atteigne le niveau où elle se trouvait avant la pandémie (en décembre 2019). Et il y a également de sérieux doutes quant à la capacité de la Chine à maintenir un rythme de croissance aussi rapide.

Les ventes au détail ne se sont pas redressées comme prévu, et ont en fait diminué (YoY) en juillet. On peut également se poser de sérieuses questions sur la poursuite de la reprise chinoise en raison de l'escalade des problèmes dans son secteur bancaire surendetté.

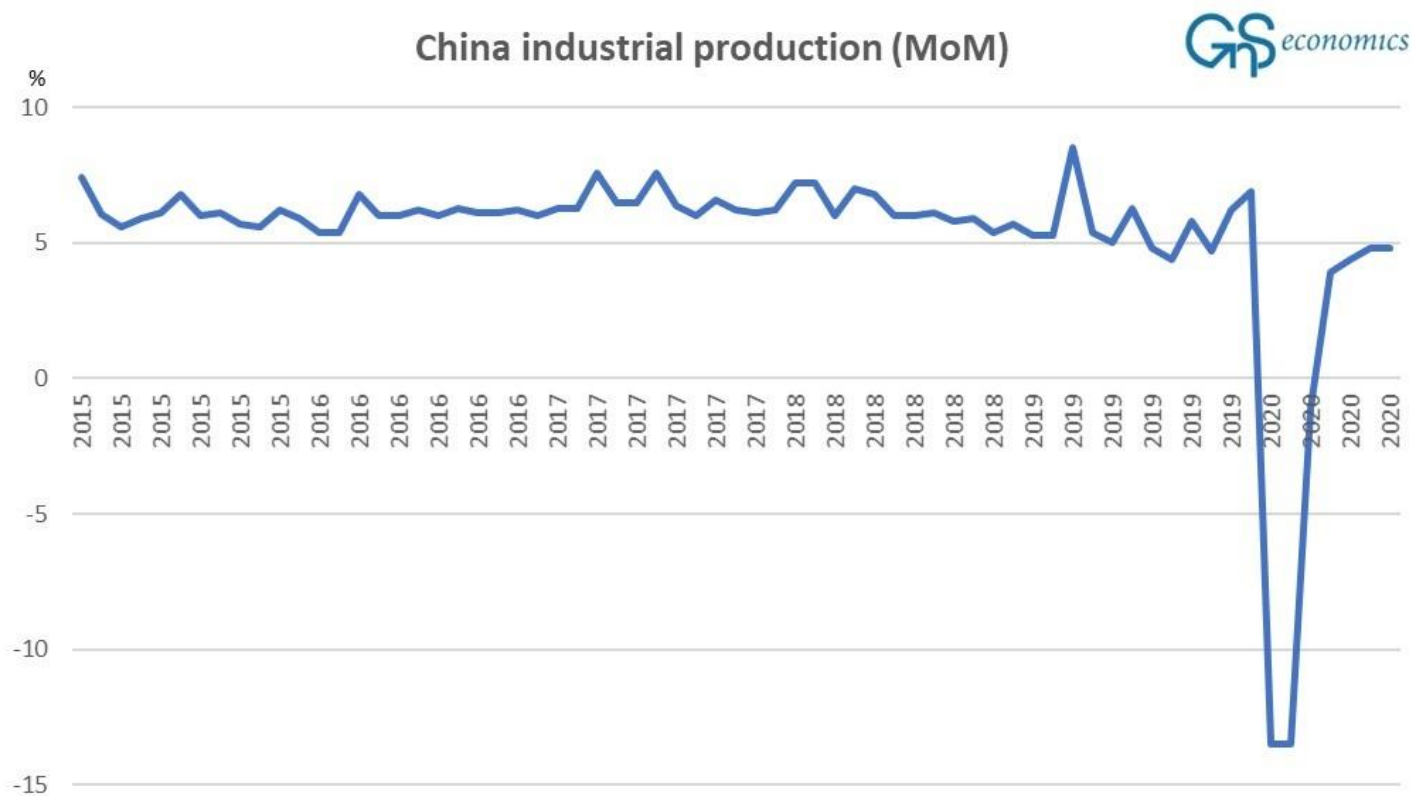


Figure 2. Variation mensuelle en pourcentage de la production industrielle de la Chine. Source : GnS Economics, Trading Economics

La zone euro est le véritable "enfant à problèmes" dans le récit de la reprise mondiale. Elle a déjà succombé à la récession au quatrième trimestre 2019 (voir notre avertissement de mars). Il y a également très peu de signes d'une véritable reprise dans le bloc monétaire, ce qui se traduit, par exemple, par un effondrement du sentiment industriel, qui ne s'est pas redressé (voir figure 3). Cela n'augure rien de bon pour le fragile secteur bancaire européen.

Euro area industrial sentiment (MoM)

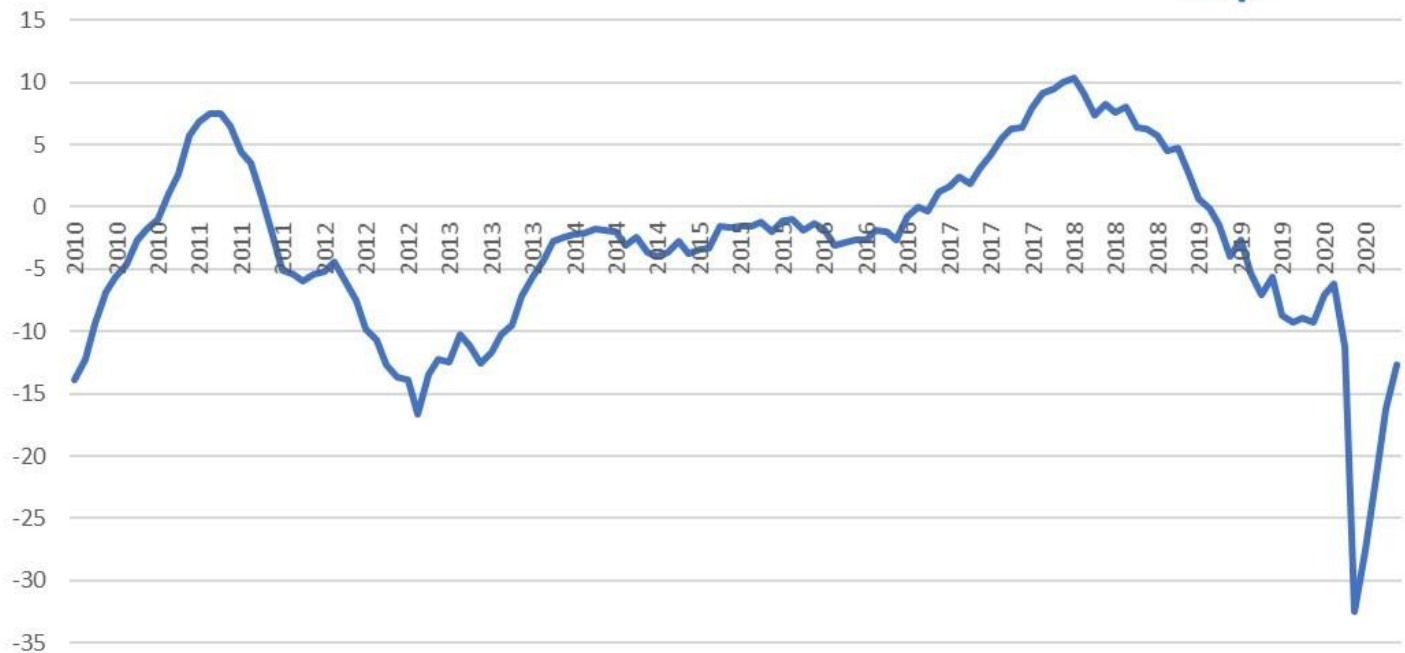


Figure 3. Évolution de la production industrielle de la zone euro (en pourcentage) de janvier 2010 à août 2020.
Source : GnS Economics, Trading Economics

Échec du (encore plus de) stimulus

La troisième question négligée dans le récit de la reprise est que, quelle que soit la faiblesse de la reprise, elle n'a été obtenue que par des niveaux vraiment colossaux de stimulation fiscale et monétaire.

Le gouvernement américain a injecté plus de 2 000 milliards de dollars dans l'économie et le déficit budgétaire devrait atteindre 3 300 milliards de dollars en 2020, soit le plus important déficit en pourcentage du PIB depuis 1945. Le bilan de la Réserve fédérale a également explosé, passant d'un peu plus de 4 000 milliards de dollars à plus de 7 000 milliards de dollars en quelques mois seulement (voir figure 4). Il n'y a qu'un mot pour décrire ces actions sans précédent : le désespoir.

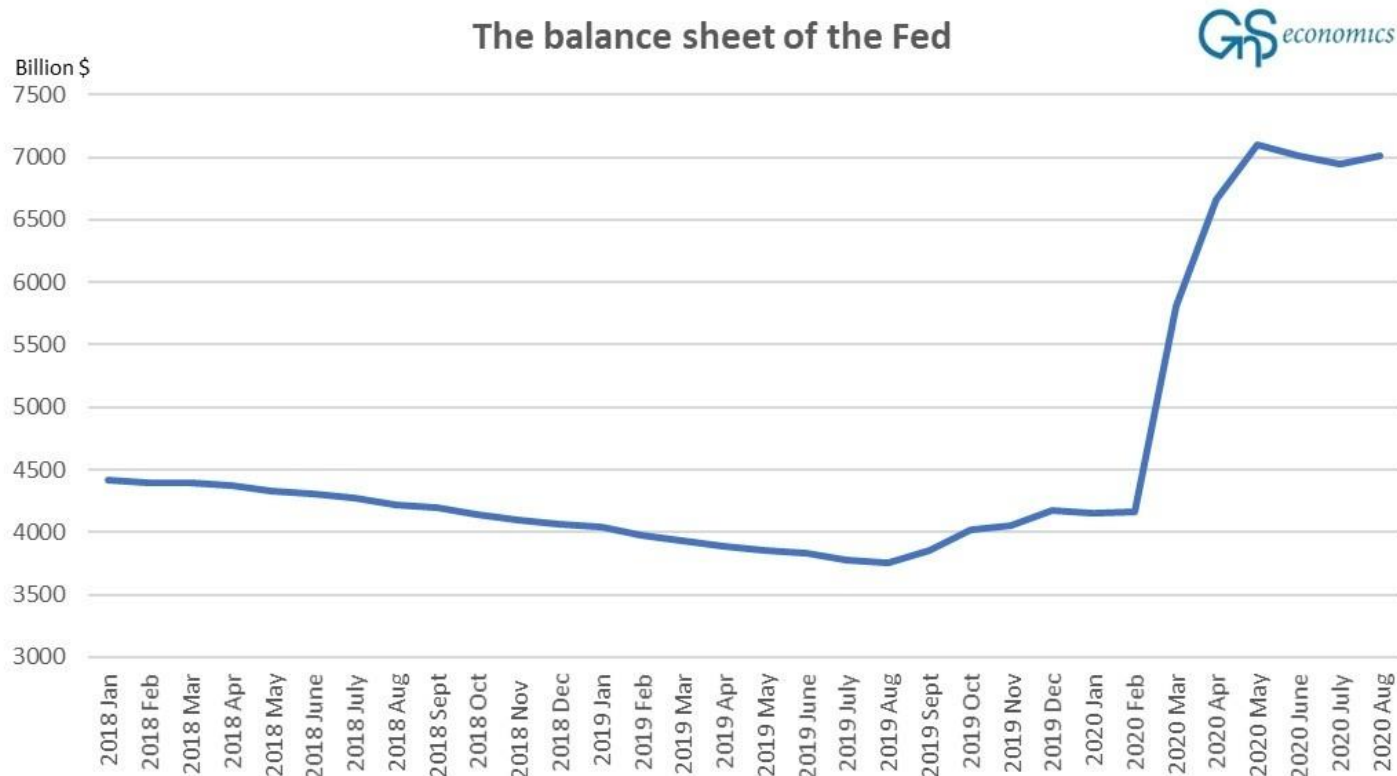


Figure 4. Total des actifs (moins les éliminations) du système de la Réserve fédérale. Source : GnS Economics, St. Louis Fed

Les mesures de relance en Chine ont également battu des records. Fin juillet, "le financement global de l'économie réelle" avait atteint le chiffre étonnant de 3,3 billions de dollars, dépassant facilement le précédent record de 2 billions de dollars établi en 2019. Dans une économie déjà extrêmement endettée, cette situation est, bien entendu, totalement insoutenable.

Il n'y a tout simplement pas de véritable reprise économique à venir. Au contraire, nous nous dirigeons vers une crise plus profonde.

Nous sommes condamnés à nous effondrer

La faible reprise après l'impact économique massif de la pandémie de coronavirus a été obtenue grâce à une stimulation fiscale et monétaire excessive dans le cycle économique le plus manipulé de l'histoire moderne.

En outre, le cycle économique mondial était déjà très étendu (record battu aux États-Unis) et était en train de se retourner. Les banquiers centraux et les dirigeants politiques comblent effectivement les lacunes d'un navire dont les ponts sont inondés.

Les cycles économiques sont évidemment appelés cycles parce que toute économie traverse des périodes d'expansion et de contraction. Nous le savons depuis la Rome antique. Les expansions économiques ont toujours, toujours une fin.

Cependant, l'histoire des crises économiques nous a également appris que si un cycle économique est artificiellement prolongé par une stimulation monétaire conduisant à une spéculation financière excessive, exactement comme nous le vivons actuellement, le risque d'un effondrement économique catastrophique est

fortement accru. Hélas, en raison des politiques peu judicieuses des banques centrales et des dirigeants politiques, nous sommes aujourd'hui obligés d'assister à un tel événement.

Et il pourrait s'avérer que ce soit la pire crise économique que personne n'ait jamais connue.

La priorité des priorités est de prendre conscience de notre situation

Bruno Bertez 21 septembre 2020

Je ne renierais pas une ligne de ce qui est écrit par l'excellent Maxime tandonnet.

Que nous dit-il?

Il nous dit :

- que le problème ce ne sont pas les hommes, mais le Système
- que le choix des hommes est superficiel et manipulé
- qu'il n'y a pas d'homme providentiel
- que le peuple français est infantilisé
- que personne n'a de baguette magique
- que nous en sommes plus en démocratie
- que la priorité est de favoriser une prise de conscience de tout cela.

Lisez ce texte bref mais clair et pointu.

Le problème, ce n'est pas Macron, le Pen, Maréchal, Hidalgo, Jadot, Baroin ou autres qui ne sont que des épiphénomènes. Nous vivons dans un système à la fois scandaleux et absurde, qui est à la source de l'effondrement politique français.

Les élections présidentielles, clé de voute du régime privilégient le choix d'un individu sur le débat d'idées et de société [au contraire de législatives]. Elles se fondent sur la sensation collective, l'émotion produite par une image télévisuelle. Le supposé programme présidentiel est secondaire sert d'habillage au choix d'un personnage. Il est demandé aux Français de s'en remettre à un gourou, et non de choisir leur destin en peuple adulte; de se soumettre à un visage plutôt que de réfléchir à un projet.

Or, l'émotion collective à l'œuvre derrière le choix de ce gourou est toujours le fruit d'une manipulation médiatique: elle repose sur le nombre d'apparitions à la télévision et le matraquage sondagier autour d'un personnage. La sélection du futur occupant de l'Elysée procède ainsi largement de ceux qui contrôlent les grands médias télé-radios : TF1, F2, Europe 1, RTL, BFM, etc. Ce mode de fonctionnement est une source de médiocrité: le pouvoir médiatique, (ou de l'argent), choisit des individus qui lui ressemblent: peu instruits, inintelligents, narcissiques et sans caractère.

Il repose sur une supercherie: le mythe d'un « chef », supposé inspirer l'autorité, en contrepoids, miroir inversé du délitement accéléré de la société française, naufrage dans la violence endémique, effondrement du niveau scolaire, chômage gigantesque, flambée de la dette publique, migrations hors contrôle, perte de l'influence planétaire. Cependant, ce « guide » de la nation ne dispose strictement d'aucune baguette magique pour conjurer la désintégration et la chute du pays. Présenté comme un sauveur, un sauveur impuissant, il ne lui reste qu'une issue: la fuite dans l'illusion, l'esbroufe, la grandiloquence, le culte de la personnalité, le spectacle, les coups de communication, le mensonge et la dissimulation.

Il aurait pour mission, paraît-il, « d'incarner ». Incarner quoi? Le chaos, le néant, la manipulation massive des Français, la bêtise ambiante? Non: incarner la Nation! Nous y sommes: le principe fondamental du régime, son socle idéologique: *la vanité prétentieuse*. Oui, mais que proposez-vous M. Tandonnet? D'abord, une prise de conscience. Quand les Français, au moins une large majorité d'entre eux, auront compris que l'on se moque d'eux, que l'on se moque d'eux outrageusement, que l'on se moque d'eux ignoblement, le temps sera venu d'abattre ce système et de songer à restaurer une *démocratie française* digne de ce nom.

Maxime TANDONNET

«Une autre épidémie nous guette, la vague de zombies!»

Par Jean-Pierre Robin Publié par Bruno Bertez 21 septembre 2020

ANALYSE – Masques et règles de distanciation perturbent la vie en société. Mais c'est dans le domaine économique que le risque de «zombification» présente des conséquences dramatiques.

Le Covid-19 va-t-il faire de nous des zombies? «Des personnes vidées de leur substance et dépourvues de toute volonté», précise le dictionnaire. Le mot a envahi les plateaux télé et les tribunes des journaux. Toujours soucieux de surfer sur la dernière mode, [Bernard-Henri Lévy, le philosophe à la chemise blanche, s'en est emparé](#) pour stigmatiser la peur devant le virus qui «voudrait nous condamner à une vie de zombies, gagnés par la méfiance, l'égoïsme, le repli et le sacrifice, hâtivement consenti sur l'autel de l'hygiénisme» (sic).

L'expression plaît d'autant plus qu'elle bénéficie de l'aura de [la culture populaire, des films de science-fiction](#) et des jeux vidéo. Elle désigne alors «un cadavre animé qui se nourrit de la chair des vivants» (dictionnaire Le Robert). Le mot ne sonne ni grec ni latin: il vient de Haïti et des croyances vaudoues, de leurs fantômes et des revenants. Les Américains qui avaient occupé l'île au début du siècle dernier l'ont intégré dans les mythologies de Hollywood. C'est par ce canal que le terme s'est transmis à l'Europe, un circuit paradoxal alors que les «zombis» ont été connus en France, avec cette orthographe, dès le début du XIX^e siècle et l'époque coloniale...

«Entreprises zombies»

Voilà ce que nous avons en tête lorsque nous exprimons aujourd'hui notre crainte de devenir des «zombies». En réalité ce n'est pas le Covid-19 qui est directement en cause mais toutes les mesures préventives ou curatives pour s'en protéger. Les règles de distanciation sociale et les masques contribuent à détruire les relations les plus élémentaires de la vie en société. Et plus encore dans le domaine économique, le risque de «zombification» présente des conséquences dramatiques.

La crainte des milieux d'affaires est que les conditions exceptionnelles instaurées pour lutter contre la crise faussent la concurrence et la vie économique. Les taux d'intérêt quasi nuls prodigués par les banques centrales et les aides d'État ont mis sous perfusion des dizaines de milliers de sociétés petites ou grandes dont on ne sait

si elles pourront un jour fonctionner dans des conditions normales. «*Si une entreprise sur six en Allemagne devenait ‘‘zombie’’ grâce à des fonds de sauvetage et à la suspension des dépôts de bilan, cela aurait un impact sérieux sur la productivité de notre économie*», [avertit Christian Sewing, patron de la Deutsche Bank](#). Le danger est d'entretenir une population de canards boiteux qui serait préjudiciable pour le pays entier estime le chef de la première banque allemande.

9 millions de «jobs zombies»

Le problème se pose de la même façon pour les emplois préservés temporairement grâce au «chômage partiel» financé par l'État qui prend en charge 60 à 100 % des salaires. En juin dernier, l'assureur-crédit européen Euler-Hermès estimait ainsi qu'il y aurait au total [9 millions de «jobs zombies»](#) dans les pays de l'Union européenne, dont 1,8 million en France.

Loin d'être une simple image, il s'agit là du problème social le plus douloureux que nous ayons à affronter: faute d'une reconversion professionnelle de leurs titulaires, «les emplois zombies» ne seront qu'un cache-misère statistique permettant de dégonfler artificiellement les chiffres du chômage. Une formule devenue passe-partout

La question est trop grave pour se laisser enfermer dans une formule devenue passe-partout. À cet égard la vague et la vogue (sémantique) suscitent un malaise. Il ne faut pas s'y tromper, le terme «zombie», quelles que soient les connotations qu'on y met, est péjoratif. Il l'est délibérément lorsque le ministre brésilien de l'Éducation, le pasteur évangélique Milton Ribeiro, [traite les jeunes athées de «zombies existentiels»](#). Le mot est tout aussi dépréciatif dans la bouche du démographe Emmanuel Todd qui parle de «*catholicisme zombie*» dans les régions de l'ouest de la France où il aurait perdu sa dimension religieuse tout en gardant une fonction culturelle. Dans un autre registre, tout un chacun déplore «les millions de zombies» figurant dans les fichiers de la Sécurité sociale, autrement dit des identités frauduleuses.

On ne saurait encourager Emmanuel Macron à se saisir d'une telle expression de mépris. On connaît le penchant du président de la République à cataloguer son prochain par des formules à l'emporte-pièce. Peut-être assiste-t-on effectivement à une vague de «zombies»: on le serait à la fois dans nos relations sociales et dans les métiers devenus inutiles. Voilà une vraie catastrophe qu'il faut regarder en face au lieu de l'évacuer avec désinvolture par un tic de langage. La rédaction vous conseille

<https://www.lefigaro.fr/vox/economie/jean-pierre-robin-une-autre-epidemie-nous-guette-la-vague-de-zombies-20200921>

- [Bernard-Henri Lévy / Philippe de Villiers: quelle France après la crise?](#)
- [En Europe, 9 millions de jobs «zombies» maintenus sous respiration artificielle](#)

Éditorial: Et ce qui devait arriver, arriva. État critique!

Bruno Bertez 22 septembre 2020



Je vois les titres des journaux ce matin, tous aussi stupides les uns que les autres, et, en particulier celui des Echos qui attribue la chute des marchés financiers à la peur du reconfinement.

Le mythe de la théorie des marchés efficaces a la vie dure. Vous savez, c'est cette théorie qui considère que les marchés sont efficaces parce qu'ils réagissent efficacement aux nouvelles. Les nouvelles étant bien sûr les titres des journaux imbéciles qui, incapables de suivre en profondeur l'évolution des marchés, de l'interpréter, accrochent n'importe quelle nouvelle à titre de causalité.

Je vous ai produit, il y a quelques temps, qu'une fenêtre de vulnérabilité s'était ouverte sur les marchés mondiaux. Je l'ai expliqué, en long, en large et en travers, en m'appuyant sur un texte exceptionnel, comme d'habitude de JP Hussman.

Hussman venait de publier une note très claire dans laquelle il expliquait que l'esprit de spéculation était en train de faiblir et que l'appétit pour le jeu mesuré par l'unanimité des marchés avait considérablement baissé. Hussman expliquait ce que j'explique très souvent, à savoir que, quand l'appétit pour le jeu est grand, les joueurs achètent indistinctement n'importe quoi et à tout prix, mais que quand l'appétit pour le jeu faiblissait et qu'ils étaient rassasiés, ils chipotaient et concentraient leurs achats sur une poignée de titres. Cette perte d'appétit pour le jeu pouvait donc être décelée et chiffrée par des indicateurs dits d'unanimité ou de divergence. Quand l'unanimité est forte, l'appétit est grand; quand les divergences se multiplient, l'appétit se réduit.

Nous étions donc il y a quelques semaines, clairement, dans une de ces phases et cela signifiait qu'une trappe de vulnérabilité propice à un trou d'air était ouverte. Bien entendu, il est difficile de fixer tout cela à un jour près, mais néanmoins, aussi bien Hussman que moi-même, un ou deux jours après lui, avons eu la chance d'être clairvoyants et d'exposer cette situation propice à un trou d'air.

Tout ceci pour vous dire que les baisses des marchés sont surdéterminées. D'une part, les marchés ont leur propre évolution endogène, c'est à dire leur Momentum, leur logique, leurs contradictions. Et d'autre part, il y a le monde extérieur, c'est à dire l'exogène. Un trou d'air, c'est la survenue de quelque chose d'exogène sur une situation endogène devenue critique. Nous y étions donc et ce qui devait arriver est en train d'arriver.

La vraie question n'est donc pas celle du confinement ou des autres billevesées. Les bourses adorent les catastrophes, comme je l'ai mille fois expliqué, les boursiers chantent en coeur: Vive les crises! En effet nos

boursiers savent que les crises les enrichissent. Plus cela va mal, plus on leur fait de cadeaux. On distribue l'argent à la pelle, on arrose de crédit gratuit, et comme l'économie réelle asséchée depuis longtemps est incapable d'absorber ces liquidités et d'en faire bon usage, ces liquidités généreuses ruissellent, se concentrent dans les caniveaux qui mènent à la grande mer boursière. Les liquidités ne sont plus absorbées depuis longtemps par l'économie réelle et les dépenses d'équipement productif, elles, viennent inflater les fortunes des ultra-riches.

Tout ceci pour vous dire que si les financiers avaient peur du confinement, pour leur liberté d'aller et venir, au fond d'eux-mêmes, ils s'en réjouiraient et se frotteraient les mains car ils sentiraient l'odeur de la bonne galette. Cette odeur de la bonne galette, malheureusement, ils ne l'ont pas sentie lors de la dernière intervention du chef pâtissier Powell.

Celui-ci, tout à sa tambouille monétaire, à la sauce inflation, a déçu ses admirateurs. En effet, au lieu d'annoncer de nouvelles largesses et de nouvelles mesures, dans sa dernière intervention, il n'a rien annoncé de quantitatif, il n'a fait que proposer une soi-disant nouvelle politique.

Cette politique totalement vide de stimulant ne comportait rien sur les quantités ou rien sur les taux. Elle ne portait que sur le facteur temps. Notre Powell a simplement signifié qu'il allait prolonger le temps de cuisson de la galette: cela allait durer jusqu'à ce que l'inflation dépasse clairement les 2% afin d'obtenir une moyenne et de rattraper l'inflation perdue pendant tant d'années.

Tout cela est bien beau, mais cela ne fait pas d'argent nouveau pour nos gourmands. Eux, il leur faut des sous et tout de suite. La promesse qu'on leur en donnera pendant plus longtemps ne leur suffit pas pour une bonne raison, à savoir qu'ils savent depuis de nombreuses années que ce sera comme cela.

Il faudrait être naïf pour croire que les politiques monétaires non conventionnelles ne sont pas destinées à durer, durer, durer, jusqu'à la catastrophe finale. Tout ceci pour dire que notre Powell n'ayant annoncé qu'une chose que tout le monde savait, il a déçu.

Sa litanie selon laquelle il faut compléter les politiques monétaires par une vigoureuse action budgétaire sonne comme un aveu d'impuissance. Il sait que l'on a touché les limites du monétaire, mais il sait également que les conditions politiques ne se prêtent absolument pas à un accord budgétaire qui serait à la hauteur des défis qui sont à relever. Ce n'est pas avant de nombreux mois que la question d'un accord pour une forte action budgétaire pourra être trouvée aux Etats-Unis.

Pour mettre tout ceci bout à bout, reprenez:

- l'effet des stimulations mises en place depuis mars était en train de s'estomper
- la prise de conscience de l'inefficacité des dopages en termes économiques se propage. On ne croit plus à une reprise en forme de V et on croit même que la reprise en forme de L a déjà plafonné
- la multiplication des opérations d'ingénierie financière constitue un signal d'épuisement du Momentum que le smart money a correctement interprété
- la qualité de la hausse tant au niveau des intervenants qu'au niveau des véhicules spéculatifs choisis était devenue particulièrement médiocre

Ce qui devait arriver arriva.

Certains se demanderont si ceci constitue une simple correction ou bien un renversement de tendance fondamentale.

Rien n'est écrit car la bêtise humaine étant insondable, il est difficile d'anticiper les erreurs qui pourront être commises au cours des prochaines semaines. Jusqu'à présent, comme l'a noté un observateur qui a écrit un livre à succès: « y a t'il une erreur qu'ils n'ont pas commise? ».

Ils sont capables de tout, y compris de briser le charme sur lequel les bourses vivent depuis 12 ans.

Humeur: Vous êtes rassurés? Moi j'ai les cheveux qui se dressent sur la tête.

Bruno Bertez 22 septembre 2020



Il paraît qu'Alan Greenspan a dit un jour:

« si vous y comprenez quelque chose c'est que je me suis mal exprimé. »

C'est plutôt du Jacques Lacan que du Greenspan, mais peu importe.

Il y a des gens qui sont difficiles à suivre parce que leur pensée est complexe et va au fond des choses et il y a des gens qui sont difficiles à suivre parce que leur pensée est confuse, en fait ils ne savent pas quoi dire.

C'est le cas ici avec cet extrait savoureux de l'interview de Powell par Bloomberg.

Si vous êtes rassuré à la lecture de sa réponse sur les risques pour la stabilité financière, c'est que vous êtes sûr pour aller travailler dans les services d'une banque centrale.

Non seulement ils ne savent pas ce qu'ils font, mais ils ne savent pas ce qu'ils disent!

voilà ce que dit Powell:

-depuis 12 ans il n'y a pas eu de bulle immobilière ou financière

-soyez rassurés nous surveillons attentivement et tenez-vous bien, nous en parlons!

-je ne sais pas si il y a un lien entre les achats d'actifs et la stabilité financière.

Vous êtes rassurés? Moi j'ai les cheveux qui se dressent sur la tête.

Mike McKee de Bloomberg:

«... En termes de bilan, craignez-vous que vos actions soient plus susceptibles de produire une inflation des prix des actifs que celle des biens et services? En d'autres termes, risquez-vous une bulle à Wall Street?

Président Powell:

«Oui, bien sûr, nous surveillons très attentivement les conditions financières.

Ce ne sont pas des questions nouvelles. C'étaient des questions qui étaient très en suspens il y a dix ans et plus encore lorsque la Fed a commencé à faire du QE. Et je dirais que si vous regardez la longue expérience de... l'expansion de dix ans et huit mois, la plus longue de notre histoire, elle comprenait énormément d'assouplissement quantitatif et des taux bas pendant sept ans. Et je dirais que c'était remarquable par l'absence d'émergence d'une sorte de bulle financière, d'une bulle immobilière ou d'une sorte de bulle – dont l'éclatement pourrait menacer l'expansion. Cela n'a pas été le cas. Et franchement, cela ne s'est pas vraiment produit dans le monde depuis lors.

Cela ne veut pas dire que cela n'arrivera pas, et c'est donc bien sûr quelque chose que nous surveillons attentivement. Après la crise financière, nous avons lancé toute une division de la Fed pour nous concentrer sur la stabilité financière. Nous l'examinons à travers toutes les perspectives. Le FOMC est informé tous les trimestres. Au Conseil ici, nous en parlons plus ou moins régulièrement. Donc, c'est quelque chose que nous surveillons.

Mais je ne sais pas si le lien entre les achats d'actifs et la stabilité financière est particulièrement étroit.

Mais encore une fois, nous ne nous contenterons pas de supposer cela. Nous vérifierons attentivement au fur et à mesure. Et soit dit en passant, les types d'outils que nous utiliserions pour résoudre ce genre de problèmes ne sont pas vraiment de la politique monétaire. Ce serait davantage d'outils qui renforceraient le système financier. »

Vous n'avez pas assez peur

rédigé par [Bruno Bertez](#) 22 septembre 2020

La crise est bien réelle – elle est même déjà là. Mais beaucoup n'en sont pas conscients... voire préfèrent se voiler la face.



Je crois peu aux modèles, aux chiffres, mais beaucoup à ce qui ne se mesure pas : les humeurs, le sentiment – le *mood*, comme on dit en anglais. Pour moi, les phénomènes économiques sont toujours du ressort de l'économie politique et non pas de l'économétrie.

Je crois beaucoup aux prises de conscience, aux vérités [lorsqu'elles deviennent common knowledge](#), c'est-à-dire lorsqu'elles sont connues de tous comme... étant connues de tous.

Ici, je prétends que le public n'a pas pris conscience de la situation réelle ; il est sur un nuage et tout, dans les discours publics, l'entretient dans l'illusion.

Beaucoup, en plus, croient que tout ce que l'on dit est mensonger, qu'en réalité la crise est montée de toutes pièces par ceux qui veulent asservir les peuples au nom d'un nouvel ordre mondial.

Déni et sentiment d'irréalité

Tout en vivant quotidiennement dans la ou les crises, les peuples vivent dans le déni. C'est un phénomène complexe que je ne vois analysé nulle part. Quelque part, au fond de la tête, « on » n'en veut rien savoir.

Les médias, le digital, les écrans à mon sens contribuent à cette sorte de perte du sentiment de réalité. Tout est distancié, transformé en spectacle et on s'habitue. On le voit clairement avec les guerres.

C'est important car le corps social, selon moi, perd ses capacités d'adaptation. Il n'est pas en train de se préparer à ce qui va passer.

Pour tout dire, je n'ai pas le sentiment que les citoyens se préparent sérieusement à la dureté des temps qui se profilent. Il y a un triple voile :

- l'effet de richesse boursier ;
- les distributions de ressources tombées du ciel ;
- l'accès au crédit.

Beaucoup de gens ont une sorte de sentiment d'irréalité.

Les romans propagés par les politiciens préoccupés de se dédouaner ou de se faire réélire ne favorisent pas une appréciation adaptée de la situation terrible dans laquelle nous nous trouvons.

[Quelqu'un qui viendrait de Sirius](#), qui ne serait ni névrosé, ni intoxiqué et qui disposerait de la sagesse ancienne aurait certainement les cheveux dressés sur la tête. Nous sommes surinformés mais cette information ne porte plus !

Le réveil viendra-t-il un jour ?

Je peux me tromper ; peut-être que cet état est maintenant permanent. Cependant, je pense qu'il est quand même plus raisonnable de faire le pari qu'il y aura, un jour, un réveil : on va atterrir.

Finalement, « cela va mordre ».

La consolidation/correction/modération boursière à laquelle nous assistons depuis trois semaines ne me semble pas devoir être considérée comme un atterrissage ou un changement de la donne. Je ne sens pas la peur. Je la prends donc pour le moment comme une pause qui rafraîchit.

Evolution des indices boursiers depuis le 1er janvier



Un aller sans retour

Aux Etats-Unis, [Jerome Powell vit dans un autre monde](#). Lui aussi contribue beaucoup à la perte du sentiment de réalité.

Le président de la Fed minimise les risques liés à la stabilité financière. Sera-t-il prêt à fournir un autre plan de relance immédiat de plusieurs milliers de milliards de dollars en cas de nouvelle dislocation pandémique ou économique ?

Il mise, il paie, il aligne les milliards pour la reflation sans se préoccuper du coût, des coûts qui sont infligés au système. Des coûts colossaux, profonds et en même temps différés. Powell habite le monde du « demain on rase gratis ».

Il a déjà oublié la catastrophe de la fin 2018, lorsqu'il a voulu tenter d'envisager de réduire les artifices du dopage monétaire ! Il ne pense qu'à l'aller, surtout pas au retour.

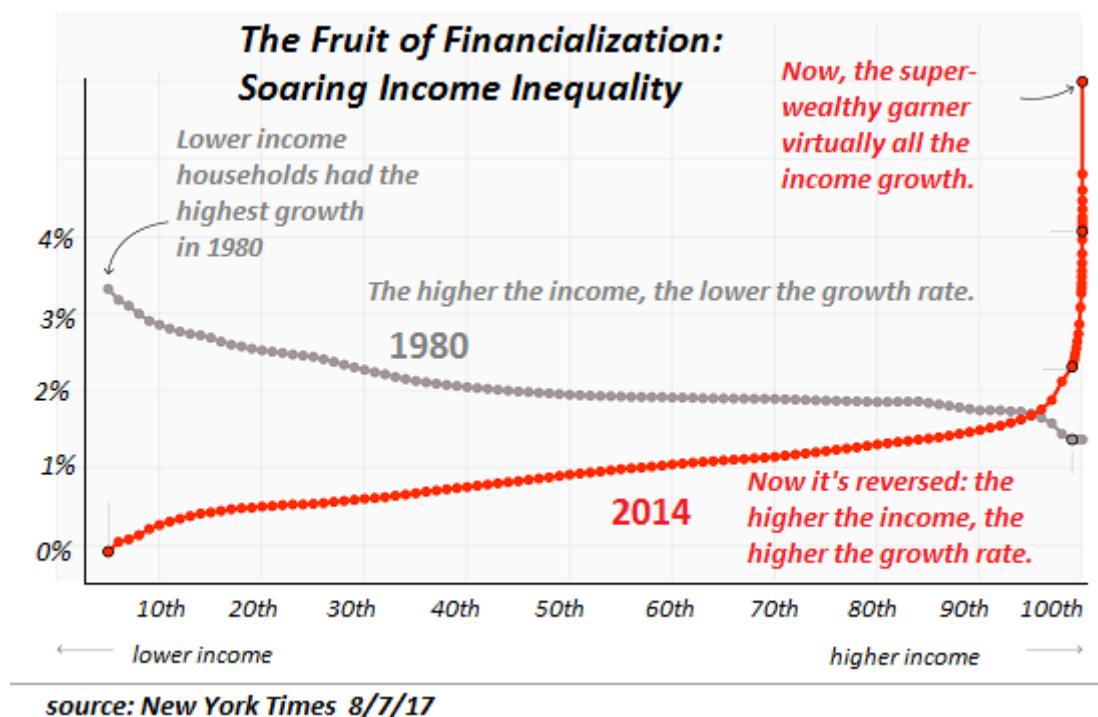
Les mesures de reflation de la Fed prises en mars et avril attisent les excès spéculatifs et renforcent le recours au levier massif alors que nous sommes en fin de cycle.

Cela aggrave considérablement la fragilité du marché, cela garantit que le prochain épisode majeur de réduction des risques/désendettement nécessitera des injections de liquidités encore plus importantes que tout ce que l'on a imaginé. On n'a pas fini de créer de la monnaie de base. Le prochain soutien des marchés coûtera des sommes astronomiques.

Non seulement les risques pour la stabilité financière progressent de façon exponentielle, mais ce sont les structures même du système mondial qui risquent d'être mises à mal. Le Centre, le couple Fed/Trésor est surexposé.

L'inflation et le "socialisme allégé" ne sont que ce que veulent les milliardaires

Charles Hugh Smith Lundi 21 septembre 2020



Après une période d'inflation et de "socialisme-lumière", nous pourrions nous retrouver avec des inégalités encore plus extrêmes lorsque toute la structure pourrie s'effondrera.

Imaginez que vous possédiez une fortune Buffett-Bezos de plusieurs milliards, voire 10% de ces méga-fortunes, soit entre 5 et 20 milliards de dollars. Imaginez que vous possédiez 1 % de ces méga-fortunes, soit 500 millions à 2 milliards de dollars.

Vous êtes extrêmement riche, vous pouvez donc acheter les meilleurs conseils. Votre capital est mobile, et vous aussi. Vous pouvez vivre n'importe où et déplacer votre capital n'importe où.

Vos conseillers ont constaté une augmentation du bavardage médiatique sur l'inégalité, par exemple : La facture de 50 billions de dollars de l'inégalité américaine est en retard, et ils sont occupés à préparer des plans pour résister à la tempête et préserver votre fortune quoi qu'il arrive.

Il n'est que trop évident qu'une récupération des billions pillés par le 0,1% de l'Amérique est désormais inévitable, le pendule ayant atteint des extrêmes de pillage et de prédation parasitaire qui ont déstabilisé les ordres sociaux et économiques. Job One gère donc politiquement et financièrement cette récupération afin de laisser les fortunes des super-riches intactes ou encore plus magnifiques après que la poussière se soit retombée.

Les super-riches disposent de deux armes clés : l'inflation et le "socialisme-lumière". Une fois que les gouvernements du monde auront emprunté et dépensé suffisamment d'argent pour soutenir tous les initiés, le pain et les cirques pour les masses (revenu de base universel) et les cadeaux à l'industrie et à la construction (sous l'heureuse rubrique Le New Green Deal), l'inflation grimpera en flèche en un rien de temps.

Que se passe-t-il en cas d'inflation galopante ? Les actifs corporels s'envolent : terres, bois, chemins de fer, or, sociétés minières et actions d'entreprises réellement rentables (et non des zombies endettés et des "profits" fictifs obtenus par des artifices comptables).

Que possèdent les super riches ? Des terres, du bois, des chemins de fer, de l'or, des sociétés minières et des actions - tous les actifs corporels qui maintiendront ou augmenteront leur valeur dans une inflation galopante.

(Rappelons que l'"inflation" n'est pas une dynamique unique ; beaucoup sont protégés et d'autres en profitent alors que les masses s'appauvrissent : "L'inflation" et l'accélération de la guerre des classes en Amérique 9/18/20).

Le "socialisme-léger" est tout aussi bénéfique pour les super-riches. Le "socialisme-lumière" est mon terme pour la gestion par l'aristocratie des inégalités extrêmes de richesse, de revenu, de pouvoir et de privilège. L'idée de base du "socialisme-lumière" est de répandre une épaisse couche de RP gluante sur le même vieux système de pillage légalisé, d'exploitation parasitaire et de prédation néoféodale, puis de faire emprunter au gouvernement des billions sans fin pour financer le pain et les cirques pour les masses (revenu de base universel).

L'ironie ne sera pas perdue pour les super riches. Comme l'État emprunte sans fin des billions pour envoyer 1 000 dollars par mois à chaque ménage, cette orgie d'emprunts et de dépenses va faire grimper l'inflation, privant les ménages de leur pouvoir d'achat.

En un rien de temps, les 1 000 dollars d'"argent gratuit" ne permettront d'acheter que 500 dollars de biens et de services. Les appels à "plus de stimulation" se multiplieront et le pain et les cirques doubleront pour atteindre 2 000 dollars par mois.

Mais cette impression d'argent à la lune ne fera qu'augmenter l'inflation réelle (comme je l'ai expliqué dans This Is Why Inflation Will Rip Everyone's Face Off 9/17/20), de sorte que le résultat final sera que les 2 000 dollars n'achèteront que 200 dollars de biens et services.

Pendant ce temps, les super-riches frappent des fortunes, car tout le monde cherche désespérément une couverture contre l'inflation, qui fait disparaître les liquidités, les obligations à faible taux d'intérêt, etc.

Les banques, qui sont une source essentielle de richesse et de pouvoir pour les super-riches, anticipent également ce phénomène. C'est pourquoi elles vendent immédiatement tous les prêts qu'elles accordent aux fonds de pension, aux fonds souverains et aux autres détenteurs de fonds dont les pertes seront énormes une fois que l'inflation aura réduit à néant la valeur des dettes à faible taux d'intérêt.

Les banques ne pourront pas survivre à moins 1) de s'emparer des garanties les plus précieuses qui sous-tendent leurs portefeuilles de prêts et 2) de transférer leurs prêts vers des dettes à court terme afin de pouvoir relever les taux d'intérêt pour les aligner sur l'inflation.

Pendant ce temps, les relations publiques gluantes et facilement digérables incluront un "impôt sur la fortune" qui finira par être une piqure sur la richesse totale des super-riches qui ont séquestré leur fortune dans des fondations philanthro-capitalistes qui ne sont rien d'autre que des prises de pouvoir par d'autres moyens, et diverses autres formes de pillage légalisé.

L'"impôt sur la fortune" finira par frapper les professionnels et les entrepreneurs, et non les super-riches. Ceux qui gagnent un million de dollars avec une valeur nette de 20 millions de dollars seront vidés de leur substance, tandis que ceux qui valent 5 milliards de dollars paieront une somme dérisoire. C'est le résultat inévitable de ce que l'argent du gouvernement peut acheter de mieux.

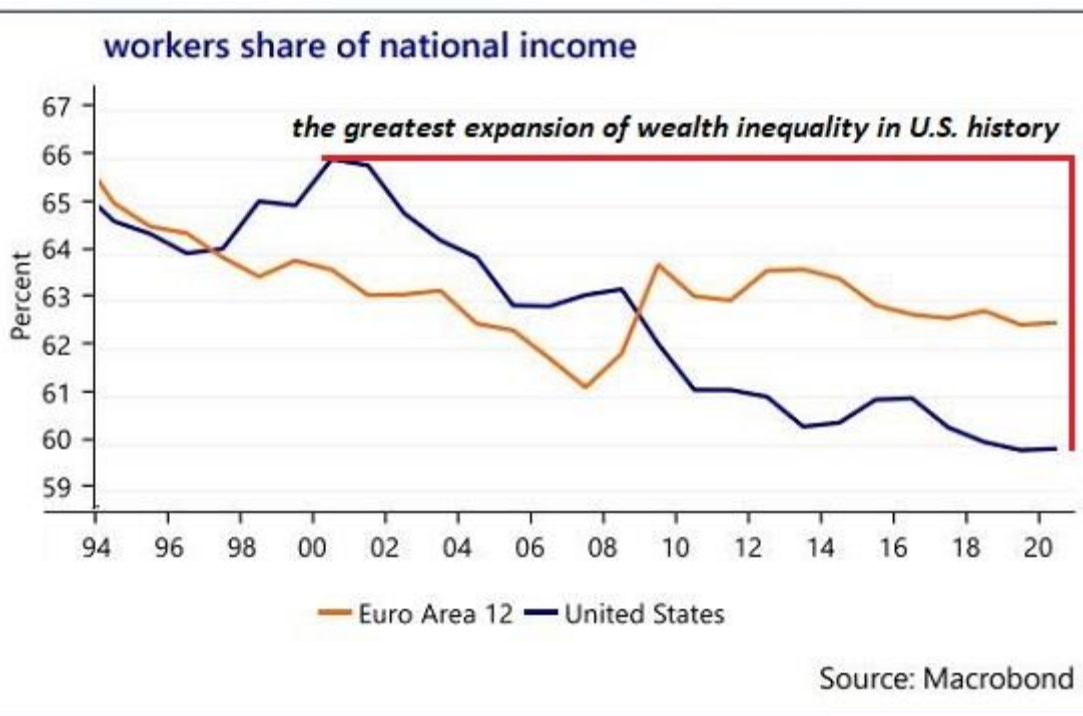
Finalement, tout le château de cartes s'effondre et si la structure actuelle du pouvoir politique, qui modifie réellement la manière dont la monnaie est créée et distribuée, les voies d'accès à la propriété du capital et la part du travail dans l'économie, n'est pas remplacée, le système reviendra simplement à l'inégalité existante avec une nouvelle monnaie.

Comme je le dis souvent : si vous ne changez pas la façon dont la monnaie est créée et distribuée, vous n'avez rien changé. Si vous ne changez pas les moyens d'acquisition du capital et du pouvoir politique, vous n'avez rien changé. Si vous ne changez pas la part du travail dans l'économie, vous n'avez rien changé.

L'impression de monnaie, l'inflation et le "socialisme-lumière" sont exactement ce que les super-riches ont ordonné : donc, par tous les moyens, déclencher une inflation galopante avec du pain et des cirques "gratuits" (heh), fournir des billions de "stimulus" pour corrompre les initiés, des cadeaux aux industries (New Green Deal, crédits de carbone, etc.), et frapper un "impôt sur la fortune" qui manque mystérieusement aux super-riches mais qui fait frissonner les restes en lambeaux de la classe productive.

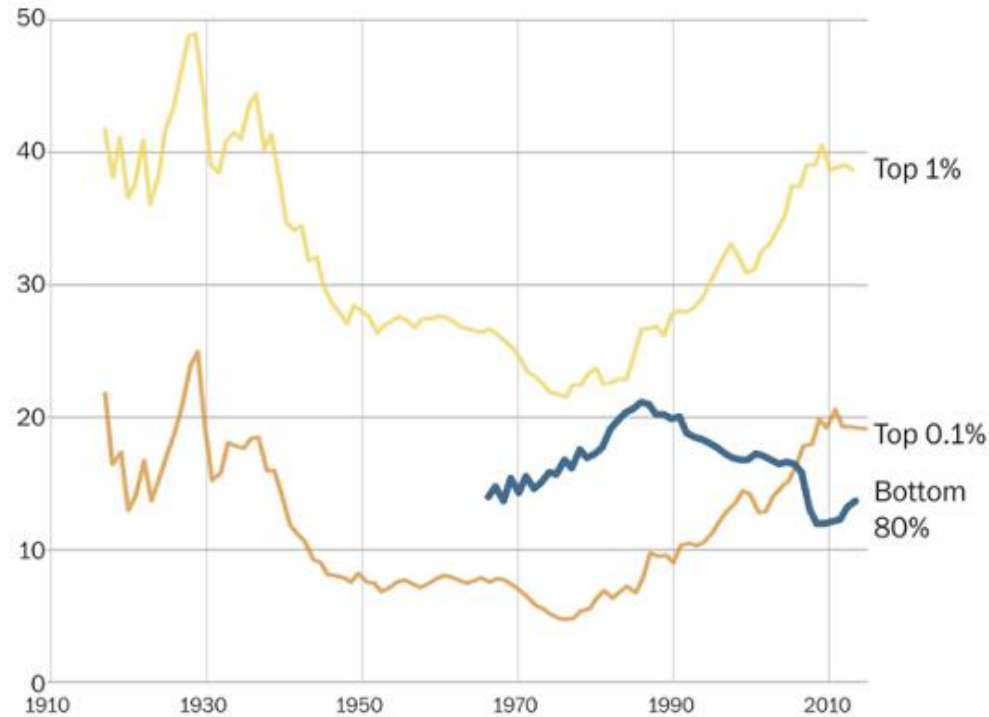
Après une période d'inflation et de "socialisme-lumière", nous pourrions nous retrouver avec des inégalités encore plus extrêmes lorsque toute la structure pourrie s'effondrera. Faites attention à ce que vous souhaitez et cui bono - au profit de qui ? Pour répondre à cette question, regardez sous la couche gluante des relations publiques.

Il n'est pas nécessaire que ce soit ainsi. Mon nouveau livre décrit une façon bien différente d'organiser le capital, le travail et la création d'argent : regardez les morceaux gratuits : Extraits du livre (PDF) L'histoire derrière le livre et l'introduction.



The top 0.1% now own more than the bottom 80%

Share of American wealth owned by the top 1%, the top 0.1%, and the bottom 80% of American adults



Sources: Gabriel Zucman, World Inequality Database

THE WASHINGTON POST

Ça s'en va et ça revient

rédigé par [Bill Bonner](#) 22 septembre 2020

Beaucoup attendent de la science une réponse miracle – un vaccin qui permettra d'éradiquer le virus et de revenir à la normale. Hélas, les choses seront sans doute différentes.



La grippe, ça s'en va et ça revient. Parfois, ça tue des gens. Les plus vulnérables peuvent se protéger – en restant loin des autres. [Pour la plupart, en revanche, la vie continue.](#)

Le nombre de morts en Suède, qui a laissé la vie continuer normalement ou à peu près, est désormais de 578 par million.

Aux Etats-Unis, avec le confinement et l'hystérie ? A peu près similaire, à 599 morts par million d'habitants environ.

Le nombre de morts ici en Argentine, où le confinement était parmi les plus stricts au monde, n'est qu'à la moitié – 251 par million.

Sauf que... ayant maintenu les portes fermées si hermétiquement pendant si longtemps... dès qu'elles s'ouvrent... le virus s'infiltrer.

Si l'on se base sur de récentes données, le taux moyen de décès quotidiens dus au Covid-19 aux Etats-Unis est d'environ 775. En Argentine (dont la population se monte à un septième seulement de celle des Etats-Unis), ce chiffre avoisine les 228.

Et en Suède, où on a laissé le virus faire son œuvre ? Moins d'une personne par jour succombe au coronavirus...

A ce stade, le pari le plus sûr, pour une personne souhaitant éviter le virus, est de déménager en Thaïlande, au Vietnam ou au Burundi. Quasiment personne n'est mort du virus dans ces pays. Ni en Papouasie Nouvelle-Guinée. Ou en Tanzanie.

Ces pays ont-ils suivi la « science » avec leurs systèmes de santé à la pointe de la modernité ? Nous en doutons.

Evitez la Belgique (et le Pérou. Et le Royaume-Uni. Et la France. Et...)

Deux des endroits les plus dangereux – en termes de Covid-19 – sont le Pérou et la Belgique. Tous deux ont des systèmes de santé très différents. Pourtant, les résultats sont presque identiques.

Le candidat à la présidentielle américaine Joe Biden affirme qu'il confinerait tout le pays si c'est ce que « les scientifiques » recommandent.

Au Royaume-Uni, en France et dans les Pays-Bas, on a sans doute les meilleurs scientifiques au monde. Pourtant, les taux de décès liés au Covid-19 sont plus élevés qu'en Russie, en Irak, en Egypte, au Nicaragua ou au Bangladesh.

Tout ce que nous savons, [après six mois d'attaques virales](#), c'est que la science est presque inutile dans ce cas de figure. Le virus agit comme il veut. Si les autorités n'avaient rien fait du tout, il se pourrait que les résultats soient quasiment identiques.

On attend la cavalerie

Mais nombreux sont ceux qui pensent que si l'on confine... et que l'on reste confiné assez longtemps... la cavalerie arrivera – comme à Paris durant le siège de 1870.

Oui, on attend que LA SCIENCE ! vienne à notre secours. Comme un ange exterminateur, ou l'armée française au sud de la Loire, on pense qu'elle massacrera le terrible Covid-19 et nous sauvera.

Le sujet est sur toutes les lèvres. La presse traque les indices. « Pfizer se rapproche. » « Astra Zeneca a repris ses essais. »

Le président américain informe régulièrement les croyants qu'un vaccin sera là d'ici l'été... non, d'ici les élections... non, d'ici début 2021.

Est-ce vraiment probable ?

Un vaccin n'est pas impossible. Mais on n'a jamais réussi à trouver [un vaccin infallible contre un coronavirus](#). Ceux que l'on développe en ce moment semblent bien loin de produire des résultats prouvés et fiables.

Par ailleurs, même s'il s'avérait qu'ils sont sûrs et efficaces... combien de temps avant que l'on puisse vacciner tous ceux qui le souhaitent ? Ayant trompé le public en lui faisant croire que nous sommes tous en danger, comment les autorités pourraient-elles limiter le nouveau vaccin uniquement à ceux qui en ont vraiment besoin ?

En attendant, le coût du siège est de plus en plus élevé. Les rations commencent à manquer. Les autochtones commencent à s'impatisser.

Le gouvernement tente de distribuer du faux pain – comme sa monnaie, il est fait de sciure – mais il n'a aucune qualité nutritive.

Très probablement, [tout comme les Parisiens en 1870](#), nous devons manger les animaux du zoo avant d'avoir un vaccin efficace.